



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA

SER. 68

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

France

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

**LA DIVERSITE DU SECTEUR AGRICOLE:
APPROCHE ET REFLEXIONS A PARTIR
D'UNE FORME ORIGINALE D'ELEVAGE
MERIDIONAL**



F. LABOUESSE

GIANNINI FOUNDATION OF
AGRICULTURAL ECONOMICS
LIBRARY

WITHDRAWN

AUG 17 1982

Série Etudes et Recherches

N° 68

Montpellier

Mars 1982

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES

Ecole Nationale Supérieure Agronomique

34060 MONTPELLIER CEDEX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY OF ARTS AND ARCHITECTURE

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY OF ARTS AND ARCHITECTURE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

**LA DIVERSITE DU SECTEUR AGRICOLE:
APPROCHE ET REFLEXIONS A PARTIR
D'UNE FORME ORIGINALE D'ELEVAGE
MERIDIONAL**

F . LABOUESSE

Série Etudes et Recherches
N° 68
Montpellier
Mars 1982

ISBN -- 2-85340-419-6

LA DIVERSITE DU SECTEUR AGRICOLE :
APPROCHE ET REFLEXIONS A PARTIR
D'UNE FORME ORIGINALE D'ELEVAGE MERIDIONAL

OBSERVATION IMPORTANTE

La réflexion dont ce texte est l'expression prend largement appui sur des travaux d'analyse régionale réalisés par des étudiants de l'Ecole d'Agriculture de Montpellier et par divers collègues de l'INRA, du CEMAGREF et d'autres institutions. Les plus directement sollicités sont référencés à part en bibliographie. En outre cette réflexion doit beaucoup aux échanges réalisés avec Pierre MARTINAND (CEMAGREF Montpellier) et à ses observations critiques. Bien entendu j'en assume seul les faiblesses.

RESUME

L'objectif initial de ce texte était une première approche de la manière dont un certain nombre de formes de production, repérées dans diverses zones peu favorisées du Midi méditerranéen, fonctionnent en tirant parti des conditions créées par les processus de marginalisation qui se sont développés dans ces zones depuis une génération : en particulier la disponibilité importante de ressources pastorales d'accès précaire. Mais compte tenu aussi bien du dispositif d'information utilisé que des problèmes soulevés par l'existence de ces formes de production, les procédures d'étude courantes ont dû être écartées.

La démarche suivie consiste à replacer d'abord le phénomène étudié dans le contexte général des processus globaux qui le déterminent (partie introductive) et à préciser certains de leurs aspects, en particulier l'existence d'un secteur de ressources dévalorisées (premier chapitre). Ensuite, sans négliger les déterminations économiques couramment retenues du comportement des producteurs (prix, marché,...), elle met l'accent d'une part sur ses bases techniques, d'autre part sur certaines de ses manifestations sociales et culturelles au niveau local, en montrant pour finir la cohérence qui ressort de cet ensemble et en fait la singularité (deuxième chapitre).

Du même coup, la nécessité se fait sentir d'examiner certains aspects conceptuels auxquels cette démarche a du faire appel (ressources dévalorisées, modèles techniques, système social de production) afin d'en préciser le contenu et l'intérêt éventuel pour une meilleure prise en compte de la diversité du secteur agricole (troisième chapitre). L'enjeu de celle-ci et ses perspectives sont abordés en divers points du texte et dans la partie finale.

SOMMAIRE

pages

CONTEXTE GENERAL ET ENJEU	1
I - LES RESSOURCES DEVALORISEES ET LEUR UTILISATION	10
1.1 - Le phénomène de dévalorisation	10
1.2 - Quelles formes d'agriculture utilisent ces ressources ?	17
II - UNE LOGIQUE D'UTILISATION DES RESSOURCES DEVALORISEES	21
2.1 - La démarche suivie	21
2.1.1 - Indications de méthode - Limites	21
2.1.2 - Bref rappel sur l'élevage ovin dans le Midi méditerranéen	25
2.2 - Le fonctionnement interne et externe des unités de production	29
2.2.1 - Une cohérence technique	29
2.2.2 - Les répercussions en matière d'espace	36
2.2.3 - Les relations avec l'environne- ment technique et économique	42
2.2.4 - Bref aperçu des situations économiques	46
2.2.5 - Les facteurs d'identité sociale et culturelle	48

2.3 - Quelques remarques sur l'insertion globale et les perspectives d'une telle logique	51
2.3.1 - Les fondements : un mode d'accès particulier à des ressources	52
2.3.2 - Une indépendance technologique et ses limites	54
2.3.3 - Un champ d'expansion disputé à terme	55
2.3.4 - Le produit médiatise l'essentiel des relations avec la société globale	57
III - REFLEXIONS SUR QUELQUES OUTILS THEORIQUES MIS EN JEU	61
3.1 - Pour une "économie de la ressource"	62
3.2 - La notion de "modèle technique"	64
3.3 - Les "systèmes sociaux de production"	75
PERSPECTIVES SUR LA DIVERSITE SOCIALE A LA CAMPAGNE	81
BIBLIOGRAPHIE	85

CONTEXTE GENERAL ET ENJEU

Le vecteur concret des transformations de l'agriculture française au cours des trente dernières années est le développement d'un modèle technique généralement qualifié de moderniste. On peut le caractériser brièvement en disant qu'il se traduit par une artificialisation poussée du milieu à travers l'accumulation d'un appareil de production lourd et exigeant. Très performant, il a permis l'intégration beaucoup plus étroite du secteur agricole au reste de l'économie, moyennant des transformations sociales considérables qu'il n'est pas nécessaire de rappeler ici. Certes, ce développement n'a rien eu de spontané. Il a exigé un sérieux encadrement économique, institutionnel et financier. Il a donné lieu à l'édification d'un important secteur de recherche, de formation et de développement, aménagé pour favoriser l'orientation engagée. Sa mise en oeuvre a suscité une longue et complexe bataille politique et idéologique au sein du secteur agricole lui-même et autour de lui. La transformation de ce secteur étant largement conçue en fonction des besoins et des contraintes du système économique dominant, un tel modèle a surtout médiatisé les attentes de celui-ci concernant un secteur social dont il n'avait eu jusque là qu'une maîtrise indirecte, essentiellement à travers les marchés.

Pendant longtemps, ce modèle a été implicitement et presque unanimement considéré dans tous les milieux concernés comme le support exclusif de la modernisation de notre agriculture et comme la référence par rapport à laquelle était jugée la situation des exploitations, des productions et des régions. Le

progrès technique c'était lui et seulement lui. Et de fait, les tendances massives de l'évolution du secteur dans les années 60-75 nous ont habitués à distinguer globalement deux types d'agriculture, l'un issu du passé et destiné à disparaître, l'autre "moderne" et préfigurant l'avenir. Ce schéma binaire simple est resté longtemps très prégnant.

On admettait bien quelques exceptions comme l'agriculture à temps partiel, mais on leur accordait peu de portée. Ces cas mis à part, les exploitations qui ne s'engageaient pas franchement dans le type de modernisation émergeant peu à peu étaient dans leur ensemble considérées comme condamnées et destinées à libérer les terres qui permettraient aux autres de se développer. Tout était fait, à l'égard de celles qui voulaient bien s'y prêter, pour les pousser vers la "voie royale" -et unique- proposée, les autres étant progressivement asphyxiées par le biais des moyens d'action sur le niveau des prix (1).

(1) Pour désigner cette voie dans la suite du texte on utilisera les expressions de "modèle dominant" ou de "modèle moderniste", étant bien entendu que le mot "modèle" n'évoque aucun schéma rigide, donné une fois pour toutes, et que le terme "dominant" ne renvoie pas à une idée de quantité. Ces expressions recouvrent des ensembles cohérents de solutions techniques susceptibles d'une multitude d'adaptations à des conditions particulières, mais qui font l'objet, de la part des forces disposant de l'influence essentielle sur la marche de notre société, d'une promotion diversifiée, continue, organisée, visant à terme à les rendre majoritaires ou si possible même exclusifs, et les désignant bien en tout cas comme modèles aux yeux des paysans. L'expression "système dominant", de son côté, fera référence au fonctionnement de l'économie globale.

Les analyses des économistes contribuaient à cette homogénéisation en restant fondées sur des critères tels que l'importance de la production fournie, la productivité des facteurs, la rentabilité des exploitations, leurs capacités d'accumulation..., sans prêter assez d'attention à d'autres éléments, et en particulier à la diversité des méthodes de production qui constitue la base matérielle sur laquelle les résultats sont obtenus.

Toutefois aujourd'hui ce modèle ne s'est pas généralisé à l'ensemble du secteur. Sous sa forme élaborée il n'en représente même toujours qu'une part limitée alors qu'avec environ 8 % de population active agricole nous approchons des limites de la libération massive du surplus démographique (1) dans ce secteur. Certes on peut penser que l'ampleur d'un tel mouvement implique encore des ajustements prolongés, mais en fait de nouveaux phénomènes sont également apparus.

On a tout d'abord pris conscience d'un certain nombre de contreparties négatives du modèle dominant sur l'utilisation du territoire. L'activité agricole s'est rétractée pour l'essentiel sur les seuls parties mécanisables, les autres étant peu à peu délaissées. La conjoncture économique générale, longtemps vigoureuse, a attiré vers d'autres secteurs et vers la ville les forces de renouvellement de ces zones, y rendant l'activité agricole particulièrement vulnérable à la concurrence d'autres usages du sol, nouveaux ou anciens, et y engendrant alors des processus maintenant bien décrits de régression sociale et de dévitalisation. Cette polarisation rapide du territoire en deux types de zones -intensives, ayant d'ailleurs leurs propres problèmes, et marginalisées-présentait des perspectives inquiétantes et choquait par le gaspillage de ressources qu'elle engendrait.

(1) jugé, toujours, en référence aux critères du système dominant.

Puis la crise est advenue, avec ses mouvements profonds (inflation, redéploiement, chômage...) et sa sensibilité aux à-coups (crise du soja, sécheresse de 1976, évolution des rapports de prix...), révélant notamment la fragilité relative de beaucoup de systèmes de production en cours de modernisation. Ses conséquences sur l'emploi ont contribué à relancer l'intérêt des activités rurales et du métier d'agriculteur. La recherche d'accroissements de productivité du travail, l'appel à des méthodes de production toujours plus capitalistiques, etc, sont apparus moins systématiquement intéressants. Et ceci même dans les zones où ces efforts avaient été jusque là les plus avantageux.

Du coup la modernisation, même si elle continue à progresser dans des voies peu modifiées, a suscité de plus en plus de questions chez un nombre croissant de ceux-mêmes qui s'y sont engagés ou songeaient à le faire (LACOMBE, 1979). Certaines de ces réactions sont déjà anciennes et ont trouvé des formes d'expression collectives (MODEF, Paysans Travailleurs...). Mais de manière plus diffuse beaucoup d'agriculteurs modernisés expriment leur angoisse devant les risques et les soucis, les conditions de vie et de travail, et finalement le faible rapport et les incertitudes qui en résultent le plus souvent pour eux.

Dans ces circonstances un nouvel intérêt s'est manifesté depuis quelques années à l'égard des exploitations qui ne sont pas très fortement engagées dans le mouvement dominant ou qui sont à la recherche d'alternatives (DESSAU, LEPAPE, 1975 ; PERNET 1980). Un certain attrait renaît pour des formes de production plus sobres. Une floraison d'"innovations périphériques" (CHASSAGNE, 1979), a commencé à apparaître et on constate une diversification assez foisonnante des systèmes de production ne rentrant pas véritablement dans la logique du modèle dominant. Il ne s'agit là d'ailleurs, pour une bonne part, que d'une redécouverte due aux circonstances, après une longue période de focalisation sur ce modèle.

De son côté la recherche s'est sentie assez fortement concernée par ces problèmes puisqu'elle avait activement participé à l'élaboration du modèle et que l'émergence des formes de production nouvelles se fait très largement en dehors d'elle. Elle consacre maintenant une partie non négligeable de ses moyens à observer ces phénomènes et à trouver des solutions pour réinsérer les ressources délaissées dans la production sociale (INRA-Theix, 1978 ; INRA-Paris, 1981...).

Cependant les "facteurs lourds" mis en place pour accompagner la modernisation subsistent. La politique agricole, l'environnement institutionnel, commercial, financier,... de la production n'ont guère connu d'inflexion et continuent à favoriser les tendances antérieures. Ce sont toujours à peu de choses près, les mêmes critères (productivité, rentabilité...) qui déterminent en fait les possibilités de développement des formes de production. Pour l'instant seule la base des choix techniques possibles tend à s'élargir lentement et à offrir des possibilités plus variées à ceux qui sont en mesure de les saisir. Tout au plus cette voie commence-t-elle à être effectivement prise en considération dans certains milieux, notamment au niveau de l'Administration, mais avec bien peu de moyens, une volonté inégale et des conceptions apparemment pas encore fixées ni admises par tous (cf chapitres suivants).

Dans ces conditions se pose la question des perspectives de la diversité rémanente ou nouvellement apparue dans notre agriculture. Quelle place pourra-t-elle prendre par rapport au mode d'exploitation modernisé classique, lui-même en évolution ? Quelle signification va-t-elle revêtir au

sein de notre système social ? De quelle nouvelle sélection va-t-elle faire l'objet ? Quels types d'agriculteurs pourront tirer parti de ces possibilités ? Quelles nouvelles formes de différenciation sociale en résultera-t-il ? Quelles en seront les conséquences sur l'affectation et l'utilisation de l'espace et des ressources, et en particulier sur l'évolution des zones marginalisées où ces problèmes se posent avec le plus d'acuité ?

De ces questions aussi dépendent en bonne partie l'aspect futur de notre territoire, les traits de notre agriculture et sa place dans notre société. C'est pourquoi beaucoup d'observateurs ont été amenés à y faire une place de plus en plus importante dans leurs réflexions.

Or on doit bien constater que, depuis le début, nous manifestons à cet égard une certaine perplexité, et pas seulement du fait qu'il s'agit là d'un domaine en partie prospectif : plus profondément sans doute ne savons-nous pas suffisamment lire le présent, interpréter le point où nous sommes déjà parvenus. Cette situation n'est pas étonnante : non seulement nous manquons des concepts nécessaires, qui n'ont apparemment pas encore tous été pleinement élaborés ou n'ont pas eu le temps de faire leurs preuves, mais en outre nous abordons cette situation avec les conceptions et les points de vue forgés surtout pour appréhender le type d'agriculture qui s'est développé dans la période antérieure, c'est-à-dire le modèle aujourd'hui dominant.

L'approche de l'hétérogénéité sociale de l'agriculture a jusqu'à présent privilégié non seulement des critères liés aux capacités économiques des exploitations, mais aussi les normes sociales propres aux modes de vie et d'activité citadins. La conception de l'exploitation agricole comme entreprise -ou même seulement comme unité productrice- à

laquelle cette approche fait encore principalement référence ne s'avère-t-elle pas trop limitée pour rendre compte de cellules sociales qui intègrent aussi, beaucoup plus fortement que les exploitations modernisées, des déterminations autres que techniques et économiques (LACOMBE, 1981) ? De même, les modes d'insertion de ces types d'exploitation non dominants dans la société globale aussi bien que dans leur environnement immédiat relèvent-ils seulement des diverses thèses élaborées à cet égard depuis une quinzaine d'années (1) ?

D'une manière générale, donc, la diversité de notre agriculture reste mal connue dès lors qu'elle ne rentre pas bien dans les canons définis pour rendre compte des transformations dominantes auxquelles l'agriculture paysanne d'il y a trente ans a été soumise jusqu'à nos jours. Elle reste à explorer de manière plus systématique et sans doute avec des méthodes et outils renouvelés, auxquels réfléchissent maintenant de nombreux analystes.

Face à une telle situation, le parti le plus simple n'est-il pas tout d'abord de prendre acte de la diversité des logiques techniques et sociales qui s'expriment ainsi, en essayant de les repérer et de les analyser, d'en dégager la signification sur divers plans, les relations avec telle ou telle donnée particulière, le mode d'insertion globale..?

(1) Parmi les dernières réflexions présentées sur ce thème, cf notamment celles sur "l'autre économie", l'agriculture "différente", "duale", etc. Le schéma binaire simple évoqué plus haut fait ainsi progressivement place à un schéma binaire complexe pourrait-on dire, où, face à l'agriculture modernisée, le secteur condamné reprend partiellement vie et se meuble d'une foule plus ou moins anarchique d'irréductibilités, portées aux nues par certains et supportées avec condescendance par d'autres.

On voudrait ici illustrer ces commentaires et interrogations en présentant le cas de systèmes de production dont le contenu et le fonctionnement apparaissent très liés au développement du champ des ressources délaissées, évoquées à l'instant. L'utilisation de ces ressources, lorsque leur disponibilité n'est pas détournée vers des usages non compatibles avec un minimum d'activité agricole, constitue le support de solutions techniques et de comportements sociaux très différents de ceux qui caractérisent les formes d'exploitation reconnues aujourd'hui comme classiques : paysanne, modernisée, etc.

Bien que de tels phénomènes se rencontrent à des degrés divers sur tout le territoire, l'agriculture des zones marginalisées se prête particulièrement bien à ce type de préoccupation : l'importance des ressources délaissées, ajoutée aux causes ordinaires de la diversité des situations agricoles et à la variété des conditions écologiques et sociales locales, engendre une grande diversité des formes d'exploitation. L'inadaptation avant tout technique du modèle dominant à de tels milieux, ajoutée à l'absence d'une alternative pouvant jouer un rôle polarisant, se traduit par la prolifération des réponses effectives. C'est pourquoi ces zones sont considérées aujourd'hui à juste titre comme le refuge d'une bonne part de la diversité et de la créativité sociales.

Privilégiant donc ici l'existence de ressources inégalement accessibles aux diverses techniques disponibles, on va essayer, dans une première partie, de mieux comprendre l'origine de ce phénomène, le sens qu'il convient de lui accorder sur le plan économique, et quelle situation il crée pour les diverses formes de production existantes.

Puis on essaiera de présenter dans la partie suivante une logique d'exploitation dont le développement paraît très directement lié à celui du champ de ces ressources. On montrera comment une telle relation se manifeste dans les domaines technique et économique, puis à divers autres niveaux auxquels ces formes de production réalisent leur insertion sociale.

Enfin cette présentation conduira à engager dans la troisième partie une réflexion d'ordre plus méthodologique sur quelques éléments conceptuels mis en oeuvre pour appréhender cette situation : ressources dévalorisées, modèle technique, système social de production. On discutera de leur intérêt éventuel pour mieux saisir l'hétérogénéité sociale du secteur agricole au sein de la société globale, hasardant pour terminer quelques perspectives sur l'avenir dans ce domaine.

I - LES RESSOURCES DEVALORISEES ET LEUR UTILISATION

1.1 - Le phénomène de dévalorisation

Le modèle technique moderniste apparaît comme une concrétisation particulière d'un principe consistant à récupérer une part croissante de l'énergie biologique naturelle par des apports artificiels toujours plus importants d'énergie extérieure, principalement fossile. Du point de vue de l'utilisation de l'espace et des ressources, on peut le caractériser brièvement en disant qu'il réalise une certaine combinaison -socialement déterminée- entre deux sortes d'éléments technologiques agissant de manières différentes mais complémentaires :

. d'une part une forme de mécanisation qui a induit une nouvelle répartition du territoire cultivé, permettant de défricher des zones jusque là incultes (Champagne, Gascogne, Causses...) mais surtout abandonnant partout les fractions trop accidentées ou exigües des terroirs,

. d'autre part un grand nombre d'autres progrès de diverse nature (génétique, physiologique, chimique.) qui, à travers la spécialisation et l'utilisation sans cesse accrue de moyens de production d'origine industrielle, tendent tous à l'augmentation des rendements. Ils ont conduit à une rétraction générale de l'activité agricole sur les seules parties mécanisables et à l'abandon de plus en plus accentué du reste de l'espace. Cette valorisation sélective affecte également les autres ressources disponibles : gènes, aménagements, savoirs,... dont certaines de façon irréversible.

C'est du développement d'un tel modèle que naît fondamentalement la nouvelle différenciation du territoire rural. Celui-ci faisait autrefois l'objet d'une exploitation diversifiée, intégrée, souvent pas très productive mais complète et cohérente. Aujourd'hui l'activité agricole tend à se retirer sur une partie de l'espace disponible, en même temps quelle y prend une intensité beaucoup plus grande. Notre système social a développé une voie technique tout à fait uniforme dans son principe et dans ses moyens, lui permettant d'exploiter de manière très efficace les ressources possédant certaines caractéristiques (aptitude à l'exploitation mécanique...). Il a négligé les autres (1) et se trouve au moins pour un temps dans l'incapacité d'en tirer parti.

On assiste donc à l'individualisation marquée d'une fraction du territoire national, présentant la particularité de ne pas correspondre aux conditions d'utilisation exigées par le modèle technico-économique qui s'impose de plus en plus. Les capacités productives qu'elle porte tendent aujourd'hui à être éliminées de la sphère des ressources socialement utiles, à mesure du recul des formes de production qui les exploitaient jusque là. Celles-ci régressent sans que les systèmes modernisés manifestent, dans de telles conditions, une capacité suffisante à prendre leur place. A valeur égale, mesurée en termes physiques, ces ressources n'offrent pas aux techniques modernes les mêmes possibilités de valorisation et de rentabilisation

(1) Concrètement, il s'agit non seulement de parcelles pentues ou exigües, de landes et de parcours, de garrigues, et de sous-bois..., mais aussi des équipements qui les protégeaient (terrasses, murettes) ou les mettaient en valeur (irrigation), des races d'animaux adaptées à leur exploitation, des variétés cultivées épousant les conditions écologiques locales ou régionales, et bien sûr de toutes les connaissances qui étaient attachées à ces pratiques.

que les autres, tandis que les techniques antérieures ne peuvent pas y atteindre des niveaux de productivité compatibles avec les conditions de marché et les niveaux de revenu recherchés aujourd'hui.

On peut alors dire que ces ressources se trouvent dévalorisées : le coût d'opportunité de leur utilisation productive s'abaisse relativement aux autres, de même que la valeur purement agricole des terres qui les portent, la rente foncière qu'il est possible d'en tirer, etc.

Interpréter de cette manière la signification économique de ces phénomènes permet de saisir plus clairement ce que, à partir de là, il advient de ces ressources. C'est qu'en effet elle ne se trouvent pas pour autant éliminées de toute forme d'utilisation sociale.

Elles restent simplement, à des degrés divers selon les cas, en dehors des limites dans lesquelles la concurrence du système dominant se manifeste pour l'accès aux moyens de production. Si une partie d'entre elles, variable selon les contextes, est accaparée par des usages non agricoles, une autre reste à la disposition de formes de production différentes qui, les obtenant à bon compte, peuvent alors subsister relativement à l'abri de la concurrence du modèle dominant.

Ce phénomène de dévalorisation contribue donc à l'abaissement des coûts qui permet à des techniques et à des modes d'exploitation apparemment moins efficaces de se maintenir, voire d'apparaître. C'est un des ressorts essentiels des survivances et des renouvellement que, paradoxalement, on observe.

Le redéploiement différentiel des formes de production qui en résulte traduit l'évolution comparée de la productivité de ressources aux caractères

hétérogènes, sous l'effet de l'enrichissement progressif de l'arsenal des techniques disponibles (1) et sous des conditions économiques qui, bien qu'elles tendent à s'unifier dans des aires de plus en plus larges, conservent quelques solides éléments d'hétérogénéité (inégaie répartition des revenus, diversité renouvelée des goûts et des options, etc.).

L'échelle des valeurs économiques respectives de ces ressources subit alors des modifications qui peuvent se traduire comme on va le voir soit par une certaine segmentation en secteurs productifs distincts reposant sur des techniques ou des combinaisons techniques différentes - dans des conditions de concurrence ou de complémentarité progressivement ajustées- soit, à la limite, par l'abandon plus ou moins prolongé de certaines d'entre elles.

Lorsque des usages subsistent ils sont souvent plus extensifs que ceux qui les précédaient, ce qui peut se traduire en disant que ces ressources descendent alors dans l'échelle d'utilisation de leur potentiel.

Il faut ajouter que si ce mécanisme économique apparaît déterminant il ne rend pas compte à lui seul de la localisation des formes de production différentes. Il prend place dans un contexte où d'autres facteurs interviennent pour faire que celle-ci ne coïncide pas exactement avec les limites des ressources dévalorisées tel qu'on pourrait les définir sur la base des seuls critères physiques.

(1) elles-mêmes socialement déterminées selon les processus rapidement évoqués plus haut.

D'une part la régression sociale dont les zones défavorisées sont le siège se traduit, on le sait, par une baisse générale de la capacité concurrentielle de l'activité agricole sur ces espaces, au moment même où d'autres usages manifestent à leur égard une pression considérablement accrue et multiforme : loisirs, boisement, rétention patrimoniale, stockage spéculatif (1)... Les portions de territoire concernées comprennent aussi bien des terres mécanisables que des étendues qui ne le sont pas. Mais ces phénomènes n'interdisent pas nécessairement toute forme d'utilisation agricole, à condition que celle-ci laisse au moins au propriétaire ou à l'utilisateur principal sa liberté de disposition permanente.

Elles restent alors disponibles pour des usages limités, extensifs, n'impliquant aucune amélioration, très peu ou pas d'entretien, et pas d'autre intervention que des activités de cueillette comme le pâturage ou la fauche. De ce fait, elles n'intéressent guère que des formes de production dont la souplesse s'accommode de ressources peu contrôlées, aléatoires. Dans ces limites, il peut y avoir pluralité d'usages des terrains, l'utilisation agricole n'étant pas affectée par la montée des valeurs foncières.

Ainsi on peut dire que l'accaparement des terres agricoles à d'autres fins, s'il gêne les systèmes de production classiques, ne se traduit pas toujours par l'élimination de toute activité agricole et peut favoriser des systèmes faisant plus de place à des formes allégées d'utilisation des ressources.

 (1) En particulier beaucoup de propriétaires, descendants d'anciens paysans et le plus souvent émigrés depuis longtemps en ville, mais en tous cas eux-mêmes non usagers, ne veulent pas vendre, dans l'espoir de plus-values ou d'utilisations ultérieures, et se refusent en même temps à donner à bail, pour garder les mains libres.

D'autre part, ces mêmes phénomènes peuvent avoir des effets indirects sur des portions de territoire restantes qui sont bien adaptées à la mécanisation et conviendraient donc au développement du modèle dominant : ces terres se trouvent piégées dans des situations foncières locales compliquées et peu évolutives, impropres à la constitution d'unités modernes. Elles restent alors libres pour la mise en valeur par les autres formes de production et rentrent de ce fait dans le champ des ressources agricoles dévalorisées, dont l'extension se trouve ainsi élargie.

On le voit, les limites d'un tel champ ne reposent pas seulement sur des données physiques : elles sont fortement dépendantes du fonctionnement des sociétés locales et des facteurs auxquels il est soumis.

Une autre conséquence de ces phénomènes apparaît ici : c'est le développement, au moins pour une partie des ressources, de modes d'accès nouveaux, plus aléatoires certes mais aussi plus souples et surtout plus libres, qui contrastent avec les modes d'accès antérieurs où chaque ressource était affectée selon des formes très précises et définies, à travers la propriété individuelle ou le contrôle par une communauté locale. C'est en quelque sorte une nouvelle frontière qui s'ouvre ainsi, avec des normes d'accessibilité tout à fait différentes et qui sont de nature à susciter des comportements sociaux nouveaux. On y reviendra.

Si dans beaucoup de régions ces manifestations conservent une extension limitée et n'ont par elles-mêmes que des effets locaux, elles peuvent atteindre dans certains cas une ampleur telle que des répercussions profondes se font sentir à l'échelle de toute une zone ou même de la région. Elles tendent alors à engendrer des mécanismes spécifiques qui deviennent déterminants et marquent puissamment l'évolution générale de telles zones,

comme l'ont montré beaucoup d'études régionales récentes (cf notamment "Campagnes désertées, campagnes disputées", numéro spécial d'ETUDES RURALES consacré en 1978 à ces problèmes).

Par ailleurs, pour bien situer les choses, il faut évoquer ici sans s'y étendre un autre problème posé par ces changements : celui de la pérennité des ressources dévalorisées, c'est-à-dire de l'entretien de celles dont le renouvellement n'est pas spontané.

Au-delà d'un certain niveau de sollicitation, la plupart des potentialités exploitées par l'agriculture exigent, on le sait, un effort de reconstitution. Celui-ci fait l'objet d'une partie des pratiques productives et de leur combinaison. Or même un système économique prospère et dynamique ne réalise pas toujours convenablement cet impératif. Qu'en est-il alors s'il s'agit de formes de production rejetées en marge, dont bien souvent l'existence même est menacée ? Le champ des ressources dévalorisées peut en effet se restreindre encore si les conditions de leur reproduction ne sont pas respectées. Dans ce cas, leur exploitation ne serait que transitoire et l'existence des formes de production qui les utilisent ne correspondrait qu'à une étape vers un abandon total ou vers une mutation en direction d'autre chose.

A cet égard il semble nécessaire de distinguer plusieurs situations. Si ces ressources sont mises en oeuvre dans des systèmes de production qui n'ont plus l'ambition de se reproduire -c'est le cas des exploitations sans succession- elles ont toutes chances de se dégrader. Lorsque, second cas, elles sont utilisées par des systèmes qui se renouvellent normalement, ceux-ci sont de ce fait tenus de les entretenir, sauf si, troisième cas, ces ressources sont tellement abondantes qu'on peut en faire une exploitation quasiment minière. Ces diverses situations apparaissent bien présentes dans la réalité évoquée ici comme on ne va pas tarder à le voir.

1.2 - Quelles formes d'agriculture utilisent donc ces ressources ?

Disons qu'aucune n'en a l'exclusivité et que rares sont celles qui n'y font pas appel. Mais cet appel revêt une importance et une signification différentes selon ces formes : il peut représenter un un élément accessoire dans une logique de fonctionnement classique, ou à l'opposé en constituer un élément déterminant et se trouver à l'origine de logiques plus originales.

Ainsi tout d'abord une partie des ressources dévalorisées se trouve conservée ou récupérée par des systèmes engagés dans des formes de modernisation où leur utilisation peut encore trouver une certaine place : au-delà d'intérêts patrimoniaux, d'épargne ou de mise en réserve, elle permet d'économiser des ressources cultivées coûteuses, dont une part plus grande peut alors être consacrée à la mise en réserve pour l'hiver ou pour les périodes critiques de l'ajustement entre les disponibilités fourragères et les besoins des animaux.

Même les troupeaux ovins laitiers du Sud du Massif Central, qui deviennent pourtant de plus en plus exigeants, y trouvent encore un apport commode et compatible avec leurs besoins, qui sont plus faibles à certaines périodes de l'année. Les friches, travers, parcours, etc. contribuent de ce fait, par leur caractère de ressource quasi-gratuite, à compenser la moindre efficacité biologique qui caractérise souvent ces zones par rapport à celles où le modèle modernisé s'est développé sans handicaps.

Mais ce type de combinaison trouve des limites au-delà desquelles il prend un caractère instable et peu satisfaisant, et qui ont tendance à devenir plus basses à mesure que s'élève le niveau d'intensification du système. Des animaux plus productifs font preuve en effet d'une fragilité accrue et exigent des régimes alimentaires de meilleure

qualité et plus réguliers. Or, dans la voie modernisée, l'intensification a tendance à s'avancer toujours plus loin vers l'artificialisation et la sophistication du système productif, d'autant qu'elle a été longtemps stimulée dans ce sens par les données économiques.

Dans le cas des élevages ovins laitiers en particulier, on a assisté pendant une longue période à une tendance au désengagement progressif des parcours, compensée surtout par l'apport croissant des zones cultivables. A la longue, une telle tendance pouvait conduire les zones traditionnelles de production à venir se placer sur le même terrain que les régions physiquement plus favorisées, auxquelles elles auraient ainsi ouvert la possibilité de les concurrencer.

La réinsertion des ressources dévalorisées dans des systèmes de production modernisés a toutefois été mise à l'étude depuis quelques années : elle fait l'objet d'une bonne partie des recherches actuellement consacrées à l'agriculture des zones difficiles. Cette question y est généralement raisonnée à travers les idées de complémentarité ou d'intervalorisation entre les deux types de ressources, de mise en valeur de milieux contrastés etc.

Dans une telle perspective l'utilisation des ressources dévalorisées devrait surtout contribuer à favoriser l'extension du modèle modernisé dans des conditions restées jusque là limites ou inaccessibles pour lui, mais pas encore à tirer véritablement parti des spécificités -y compris sociales- de ce milieu et à s'appuyer d'abord sur les forces qui entendent s'y maintenir, ni à tenir vraiment compte de leurs conceptions et de leurs projets.

Dans d'autres cas, l'accès à ces ressources contribue au maintien ou ralentit la régression de formes de production dont tout le monde reconnaît qu'elles sont à terme condamnées : exploitations ayant

raté leur modernisation ou la refusant sans alternative, ou encore dont le chef arrive en fin de carrière sans successeur... C'est le reliquat de l'ancienne société paysanne, la fraction qui a le moins évolué, celle que l'on peut qualifier apparemment à juste titre d'agriculture "traditionnelle". Le type de ressources dont il est question ici correspond bien à tous égards à la situation d'unités qui ne sont plus en mesure de se reproduire, d'autant qu'en fin de parcours elles peuvent même en négliger le renouvellement.

Enfin, pour une partie d'entre elles, les ressources dévalorisées, libérées par le retrait des formes de production antérieures, délaissées par le modèle dominant, constituent on l'a dit un terrain privilégié où se développe une assez grande variété d'exploitations dont les systèmes de production s'écartent nettement du modèle dominant sans pour autant qu'a priori leur avenir apparaisse compromis.

Elles ont en commun de ne pas pouvoir satisfaire aux conditions de développement des exploitations modernisées ou de les refuser. Ces conditions sont en effet de plus en plus ressenties comme peu susceptibles d'assurer sans risque l'accès à un tel statut. Elles apparaissent en outre liées à l'engagement dans un processus de croissance sans fin et difficile à maîtriser, à une dépendance et une soumission accrues vis à vis de l'extérieur, à un accroissement des sujétions, des taux d'activité, et de leur intensité, au total à des transformations pas toujours appréciées dans les modes de vie.

Sans atteindre la plupart du temps des niveaux de prospérité élevés, une partie de ces exploitations fait preuve d'une certaine capacité à se reproduire, au moins sur la base de normes particulières. Elles sont même souvent les seules à pouvoir le faire dans les conditions où elles se développent. Elles ont été longtemps ignorées des

services officiels, qui les assimilaient aux exploitations sans avenir et sans intérêt. Bien qu'elles suscitent aujourd'hui une certaine curiosité, elles restent encore très largement exclues du bénéfice des aides, aux critères desquelles elles correspondent généralement mal (1).

Leur existence tient pour une part aux alternatives techniques qu'elles pratiquent et notamment à l'utilisation de ces ressources dévalorisées. Elle tient aussi, corrélativement, à des éléments de nature sociale, culturelle, voire idéologique qui se développent en rupture avec leurs équivalents du modèle dominant. Une telle manière de les évoquer peut faire penser aux formes de production issues des mouvements habituellement qualifiés de marginaux (écologie, néo-ruralisme) : celles-ci y tiennent effectivement une certaine place mais ne sont pas les seules, de même que ces réactions ne sont pas toutes, loin de là, le fait de migrants des villes ou de mouvements de pensée de cette origine. C'est en particulier le cas des éleveurs dont on va parler maintenant, qui sont typiquement issus de la vieille société paysanne et restent étroitement intégrés à ce qui en subsiste.

(1) Ce dernier aspect fausse largement tout essai de comparaison avec la situation des exploitations "aidées" et tout jugement qu'on pourrait émettre sur le rôle qu'on peut effectivement leur faire jouer face à la crise.

II - UNE LOGIQUE D'UTILISATION DES RESSOURCES DEVALORISEES

Il va s'agir ici d'éleveurs d'ovins surtout, mais aussi dans certains cas de bovins, de chèvres ou même de porcs. On peut les repérer dans une gamme assez variée de régions du Midi de la France. Un bref rappel préalable des formes d'élevage présentes dans ces zones sera donc utile (2.1.2). Mais il faut évoquer tout d'abord la démarche sur laquelle repose cette présentation.

2.1 - La démarche suivie

2.1.1 Indications de méthode - Limites.

De nombreuses études de situations locales et régionales ont été réalisées ces dernières années, dont bon nombre dans ces régions. Elles recouvrent des préoccupations variées et utilisent des méthodes et des moyens assez différents. Malgré cette hétérogénéité beaucoup d'entre elles nous intéressent : elles mettent en scène les différents acteurs socio-économiques présents et s'efforcent de décrire avec plus ou moins de détail leur comportement et sa logique, de situer les enjeux locaux passés et actuels, d'en dégager les conséquences, notamment sur la dynamique de la zone étudiée. Parmi ces acteurs figurent différentes catégories d'exploitations qui, dans chaque étude, sont présentées de manière particulière en fonction des objectifs retenus, des caractéristiques de la situation locale, etc.

Or la mise en relation de ces travaux fait souvent apparaître l'existence de certaines similitudes de comportement dans des situations qui présentent certes des points communs mais aussi des différences notables et dont l'absence de contacts entre elles suggère l'indépendance en matière d'invention des réponses.

Ce qu'on se propose ici est de pratiquer une lecture transversale de ces situations pour mettre en évidence un type particulier de comportement en cherchant à en situer la raison d'être et à montrer comment il se manifeste par une cohérence d'ensemble qui s'exprime à tous les niveaux de la pratique de ces éleveurs et lui confère une singularité certaine. Ce qui est livré ainsi ne représente donc qu'une première étape dans l'analyse d'une forme de production originale, étape permettant de tirer parti d'un acquis antérieur et de données déjà disponibles, et visant à construire un outil destiné à interroger plus avant la réalité. L'information utilisée est pour la plus grande part de seconde main, tirée des études sollicitées (1). Elle inclue toutefois une participation plus directe à certaines d'entre elles.

On n'a pas cherché à reprendre directement les analyses monographiques d'exploitation ou de groupes sur lesquelles ces travaux sont fondés : telles quelles, elles ont constitué la matière brute qui a été soumise à confrontation mutuelle pour dégager ce qui

(1) Les principales, dont les références précises figurent en bibliographie, concernent essentiellement les régions suivantes : Garrigues Montpelliéraines (DECHESNE, GABERT, 1977), Mont-Lozère (CAMUS, 1977), Alpes du Sud (THEPOT, CTGREF, 1977); Corse (Groupe de Recherche SEI-Castagnicia, 1978 ; PERNET, LENCLUD, 1977). Mais des données plus ponctuelles ont également été relevées dans les Pyrénées orientales, l'Aude, le Briançonnais...

relève d'une logique commune et ce qui est propre à des conditions particulières -individuelles ou locales-, autrement dit pour voir comment cette logique se manifeste dans ces diverses conditions.

Elle s'exprimait d'abord avec netteté dans la combinaison technique permettant de tirer parti du type de ressources accessibles, et se répercutait à partir de là, de manières diverses selon les conditions, à des niveaux plus larges du comportement des éleveurs : d'où l'ordre d'exposition assez simple suivi dans ce chapitre, de l'intérieur vers des niveaux de plus en plus externes du système de production.

Les limites de cette première étape tiennent avant tout aux caractères de l'information utilisée : hétérogénéité et manque de détail des données et des sources, non coïncidence des préoccupations dont elles sont issues avec celles retenues ici, faible effectif des cas étudiés et difficulté de l'évaluer...

Elle suffit pour poser et raisonner de manière suffisamment concrète un problème dont l'approche n'est pas facilitée par cette fréquence limitée, ni surtout par la dispersion, la diversité et la difficulté d'accès du genre d'exploitations observées. S'inscrivant dans le débat ouvert pour définir et délimiter des formes de production distinctes, elle fournit une base d'interprétation intéressante pour un groupe d'entre elles mais ne permet pas de conclure définitivement pour le statut et les limites de ce groupe.

La suite dépendra pour une part de l'accroissement des connaissances sur ces exploitations et plus largement sur l'agriculture mal connue et hors modèle des zones marginalisées, mais aussi de la manière dont progressera l'approche théorique du problème de l'appréhension des diverses formes de

production, débat auquel ce texte espère contribuer, notamment dans sa troisième partie. C'est aussi pourquoi il n'a pas paru nécessaire de proposer une dénomination pour les formes d'élevage étudiées ici, ce qui aurait encore accru le risque de les constituer prématurément en catégorie.

Enfin, il convient d'introduire une précision concernant la manière d'entendre des termes tels que ceux de "cohérence", de "logique" ou même de "modèle", fréquemment utilisés. Ces termes n'évoquent-ils pas en effet quelque chose d'assez rigide, une sorte d'archétype qui serait à dégager des contingences de la réalité, alors que celle-ci évolue sans cesse au gré des déterminations variables auxquelles elle est soumise et des contradictions qui en résultent ?

En fait la cohérence dont il est question ici n'a rien de figé, d'univoque et d'immédiatement saisissable. Elle n'apparaît souvent que comme une tendance dans une réalité plus ou moins claire. On se gardera d'ailleurs d'en dessiner un profil unilinéaire, mettant au contraire sur le même plan les diverses variantes issues de conditions particulières, ou bien les voies de passage vers d'autres formes de comportement,.. telles que les situations rencontrées en proposent de nombreux exemples.

L'idée de cohérence traduit néanmoins l'existence d'un ajustement spécifique permis par la conjonction de certaines conditions physiques et sociales, de techniques permettant de les exploiter, de situations individuelles conduisant à le faire... Un tel ajustement s'avère de toutes façons, dans son architecture générale et dans ses expressions particulières, très différent des ajustements qui répondent à d'autres conditions (1).

(1) On reviendra sur ces aspects au chapitre III.

En bref la démarche présentée vise à essayer de cerner dans sa totalité une réponse singulière à un type spécifique de conditions caractérisant diverses zones sèches du Midi méditerranéen. Elle s'applique à la tendance manifestée par certains éleveurs à mettre en oeuvre un type original de comportement productif et social et cherche à en dégager le contenu et les bases, cette tendance s'exprimant sous des formes et à des degrés divers selon les conditions rencontrées.

2.1.2 - Bref rappel sur l'élevage ovin dans le Midi méditerranéen (1)

Deux formes principales d'élevage coexistent depuis fort longtemps dans ces régions, correspondant à des formes sociales et à des modes de contrôle de l'espace différents. Elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre mais leur importance relative a semble-t-il toujours eu tendance à varier en sens inverse dans la mesure où elle est très directement liée aux vicissitudes que l'ordre social et son fréquent corollaire la démographie ont connu au cours des siècles. En outre, si elles sont encore présentes telles quelles aujourd'hui, elles coexistent très minoritairement avec une assez grande variété d'autres formes d'élevage qui pour la plupart sont en fait issues d'elles et constituent des adaptations aux conditions économiques et sociales actuelles. C'est aussi pourquoi il est commode de s'y référer pour parler de la situation contemporaine.

(1) Pour plus de détails, cf en particulier BOUTONNET (1981) qui en fait une présentation synthétique intéressante par son approche historique.

On distingue tout d'abord ce qu'on peut appeler l'élevage paysan, formé de petits troupeaux -éventuellement plurispécifiques, comportant chèvres et bovins, selon les cas- qui s'insèrent dans des systèmes de production diversifiés, plus ou moins intensifiés en travail, mais de dimension en général réduite. Ils contribuent à assurer certains besoins essentiels des familles -subsistance, besoins monétaires,...- au sein de communautés locales mettant en valeur des terroirs assez fortement peuplés et exploités. Ces troupeaux vivent en partie des sous-produits des surfaces cultivées et ne fournissent souvent qu'un surplus irrégulier en direction de l'extérieur.

Sous l'effet des transformations modernes cette partie de l'élevage ovin a subi de profondes mutations. Une fraction importante, tout d'abord, tend à disparaître avec les exploitations qui l'abritaient. Une autre subsiste sous une forme peu modifiée dans son principe, au sein d'exploitations de retraite, de loisir ou surtout pluri-actives. Une autre enfin a été fortement touchée par les processus contemporains et tend à occuper toute la place au sein d'exploitations spécialisées, intensifiées, modernisées... C'est en particulier le cas de l'élevage ovin laitier dans sa grande majorité. Mais on assiste à une tendance comparable quoique plus limitée dans la production d'animaux à viande, où elle rencontre toutefois de sérieuses difficultés : dès qu'on va plus loin que l'amélioration pastorale et fourragère simple et la clôture, on passe à des formes de production de même nature que celles qu'on rencontre dans des régions plus propices à la modernisation.

La seconde forme d'élevage consiste dans de grands troupeaux conduits de manière extensive et permettant à des propriétaires de tirer facilement parti des surfaces importantes dont ils disposent. Ils en retirent des revenus qui peuvent être élevés et dont

une partie est alors réinvestie de diverses manières, et souvent en dehors de l'agriculture : d'où le qualificatif d'"extensif de rente" que BOUTONNET et MARTINAND (1980) retiennent. Ce mode d'élevage a été peu affecté par les progrès techniques et les transformations modernes, sauf dans les cas où l'espace qu'il utilise commence à être compté : il peut alors marquer une tendance à l'intensification, donc à une plus grande sensibilité à ces transformations. Il se présente habituellement sous la forme de grandes exploitations disposant d'un territoire bien délimité et regroupé, qui suffit au cheptel. C'est ce système qui est qualifié quelquefois de "ranching". Il fonctionne généralement à l'avantage du propriétaire foncier et non de l'éleveur lorsque les deux fonctions sont séparées.

Enfin il faut citer à part le cas très intéressant des "herbassiers" de Crau et de Provence, qui ne disposent souvent d'aucun support foncier stable et font évoluer leur troupeau au gré des "places" d'herbe dont ils achètent la disponibilité à diverses périodes de l'année dans des zones quelquefois fort éloignées les unes des autres. Ce système tout à fait particulier et apparemment assez ancien est lié à l'histoire de l'élevage dans la mouvance du pays d'Arles, avec son contexte de déplacements entre la Basse Vallée du Rhône et les Alpes du sud (cf notamment Blanchemain, Nédonsel, 1978). Du fait de ses faibles coûts et de sa grande mobilité il peut s'avérer extrêmement performant sur le plan des capacités d'accumulation, qui dans ce cas peuvent être réalisées par l'éleveur. Mais il impose à celui-ci un mode de vie itinérant et souvent solitaire dont les contraintes sont peu compatibles avec les exigences actuelles. C'est pourquoi il est aujourd'hui très vulnérable. Par bien des aspects il est assez proche de la logique qui va être décrite ici: il entre en continuité évidente avec certaines des formes qui nous intéressent, constituant ainsi une sorte de point-limite.

On doit ajouter que ces divers modes d'exploitation d'un troupeau, mais surtout les plus extensifs et les moins touchés par la modernisation, peuvent selon les régions donner lieu à des déplacements tels que la transhumance ou divers types d'estive. Ces pratiques n'en affectent toutefois pas profondément la logique socio-économique. Elles ne constituent généralement qu'un moyen pour accroître et mieux répartir les ressources disponibles, ou pour mieux organiser le calendrier de travail.

Les formes d'élevage dont il va être question ici présentent des caractères communs avec chacune de ces grandes catégories, soit parce qu'elles constituent des formes d'adaptation de celles-ci à des conditions nouvelles, soit parce qu'elles se développent dans les mêmes contextes. Elles font d'ailleurs couramment l'objet d'un amalgame autour d'images d'archaïsme et de tradition. Pourtant, au-delà de similitudes ponctuelles ou d'une participation effective à certains comportements du monde "traditionnel" -lui-même en réalité si peu homogène- ces formes d'élevage manifestent une originalité profonde dans presque tous les domaines, originalité qui se traduit par des attitudes très différentes face à des problèmes communs essentiels tels que l'espace, l'organisation locale, le marché, etc.

Cette divergence d'attitudes est l'une des sources principales de la complexité et de la diversité des dynamiques locales : et c'est aussi pourquoi la distinction et la caractérisation de toutes ces formes est nécessaire.

On va commencer par analyser le fonctionnement technique des systèmes étudiés ici en insistant sur ses rapports avec l'utilisation des ressources dévalorisées. On sera amené alors à parler de la conception de l'espace qui en découle et de certaines de ses répercussions. Puis on élargira

l'examen à des aspects progressivement plus périphériques tels que les relations avec l'environnement professionnel, l'insertion locale, les manifestations de l'identité culturelle, etc. On pourra alors (2.3) réfléchir sur l'origine de cette spécificité et sur ses perspectives dans le contexte contemporain.

2.2 - Le fonctionnement interne et externe des unités de production.

2.1.1 - Une cohérence technique

La caractéristique commune qui constitue donc la base de tout ce qui rapproche ces éleveurs est qu'ils entretiennent leur troupeau essentiellement -quelquefois exclusivement- par l'exploitation directe d'espaces très divers, souvent mal définis, dispersés, mais surtout de disponibilité variable et généralement précaire. Pour les raisons évoquées plus haut (1.1), le passage des animaux ou à la rigueur la fauche constituent les seules formes d'utilisation agricole qui restent possibles ou tolérées sur ces surfaces.

Dans l'activité d'élevage considérée en général on peut distinguer, selon les moyens que l'éleveur met en oeuvre pour se les procurer, trois sortes de ressources auxquelles il peut faire appel pour nourrir son bétail : celles qu'il fait cueillir directement par l'animal, celles qu'il cultive ou au moins qu'il récolte, et celles qu'il achète. Du fait de la nature différente des facteurs qu'elles mobilisent et donc du degré d'autonomie qu'elles peuvent conférer à l'exploitation par rapport à son extérieur, la part de chacune d'entre elles détermine en grande partie le type de système pratiqué et son organisation.

Pour les premières c'est le travail qui est, à travers la garde du troupeau, le facteur essentiel. Les secondes supposent la disposition d'un appareil de production végétale, de bâtiments particuliers et une technicité de cultivateur qui s'ajoute à celle d'éleveur proprement dite ; leur présence manifeste en outre la sauvegarde d'une certaine polyvalence potentielle de l'exploitation. Les dernières impliquent la mise en oeuvre d'une avance de fonds, donc un mode de gestion productive où le capital tient une place particulière : elles ne jouent habituellement qu'un rôle marginal d'ajustement (sauf notamment activités type hors-sol...).

Dans les cas considérés ici la répartition et le rôle respectifs de ces différentes ressources se distinguent nettement de ce que l'on trouve dans des formes d'élevage plus courantes, où l'éleveur produit l'essentiel de l'alimentation nécessaire à son troupeau et où en même temps il adapte ses effectifs au niveau des ressources dont il peut ainsi s'assurer.

La production de réserves cultivées, tout d'abord, est réduite. Son volume dépend évidemment des facteurs limitants momentanés de l'exploitation en terres cultivables, matériel, forces de travail,... mais l'éleveur n'élabore pas de projet particulier d'investissement et d'intensification pour l'accroître ou l'améliorer. Il se contente d'utiliser les possibilités dont il dispose en pratiquant des interventions légères faisant appel à des techniques simples. Ces dernières peuvent apparaître comme tout à fait archaïques et dépassées au regard des connaissances couramment assimilées aujourd'hui. D'une manière générale le système cultural est donc peu élaboré. L'activité de production végétale ne constitue pas la base sur laquelle repose le fonctionnement du système productif dans son ensemble. Elle n'est pas liée de façon étroite et précise aux besoins du troupeau.

Ceux-ci sont d'ailleurs conçus de manière particulière, l'animal devant se procurer dans la nature l'essentiel des ressources nécessaires à son entretien et à la production qu'on attend de lui. L'alimentation conservée qui lui est attribuée sert surtout à l'aider à passer les périodes les plus difficiles de l'année : elle peut éventuellement être réduite au minimum.

En outre les éleveurs les moins engagés dans l'activité de production végétale n'hésitent pas à acheter tout ou partie de l'alimentation conservée nécessaire, en fonction des opportunités d'achat à bon compte, des besoins du troupeau, du niveau de leur propre récolte, des possibilités de stockage, des anticipations au niveau du marché, etc. Au lieu de garder un caractère marginal ou exceptionnel, l'achat devient alors un moyen normal de se procurer le fourrage ou le grain dont on manque : il tend à devenir une variable courante du système d'alimentation, au même titre que les ressources produites ou pâturées.

Dans le système d'alimentation, la place majeure revient toutefois à l'utilisation directe par les animaux des surfaces pâturables disponibles : landes, parcours, garrigues, sous-bois, anciennes parcelles cultivées, parcelles de loisir, jachères, cultures après récolte, prairies (1)....

Le morcellement fréquent et la dispersion de ces surfaces, fruit des situations foncières paysannes antérieures, constituent un obstacle à la réorganisation des parcellaires au profit de grandes unités à larges structures. Leur affectation se réalise

(1) Elles font l'objet de dénominations régionales diversifiées et significatives, en fonction des caractéristiques physiques, des anciennes utilisations, etc.

largement au gré des circonstances, contribuant à maintenir l'éclatement des exploitations qui subsistent et y limitant bien souvent les possibilités d'organisation rationnelle, de simplification du travail et d'accroissement de la productivité.

L'utilisation de ces surfaces donne néanmoins lieu à des stratégies élaborées, tenant compte notamment de leur nature, de leur répartition et de la période où elles sont disponibles. Elle peut se traduire par des déplacements saisonniers locaux, régionaux ou même interrégionaux (estives, transhumances,...) faisant jouer notamment les différences d'altitude.

D'une façon générale, elle repose sur une connaissance étonnement fine du milieu et des animaux, qui permet une grande maîtrise du complexe milieu-troupeau, une sécurité maximum du bétail dans ces conditions difficiles, et un niveau d'exploitation des disponibilités fourragères dont le caractère assez sophistiqué a été montré à plusieurs reprises (cf notamment MARTINAND, MILLO, 1978 ; Groupe SEI-Castagniccia, 1978,...).

La disposition de ces ressources est obtenue de manière très diverse auprès de propriétaires ou d'ayant-droits multiples. Les surfaces en propriété ou prises à bail restent limitées. Dans la plupart des cas leur utilisation n'est acquise que pour une campagne, avec des assurances de renouvellement variables et souvent faibles, selon des formules diverses telles que la location annuelle, l'achat d'herbe, la location verbale ou tout simplement l'utilisation sauvage.

Dans ces conditions l'alimentation disponible peut présenter d'une année à l'autre ou même d'une saison à l'autre, des variations importantes dans son volume global et dans sa composition. Le calendrier fourrager ne peut être précisément défini et doit

rester souple et adaptable. La combinaison des ressources ne présente pas un caractère de permanence comme elle peut l'avoir dans les exploitations stables. Les périodes de production sont assez directement ajustées à celles de la végétation. Les résultats techniques obtenus sont alors d'un faible niveau par animal, mais ils sont peu coûteux.

Cette situation aléatoire marque fortement toute la logique du système et se répercute comme on va le voir sur les autres aspects de son organisation technique. L'éleveur y répond à tous les niveaux par des solutions ou des attitudes inhabituelles.

Il est conduit tout d'abord à entretenir des animaux rustiques, capables à la fois de bien exploiter le milieu et de tamponner selon les saisons des régimes alimentaires variables en quantité et plus encore en qualité, en un mot des bêtes bien adaptées à un tel mode de conduite.

Ces bêtes ne représentent pas pour lui la capitalisation d'un long effort personnel de sélection et d'adaptation : leurs caractéristiques -y compris la variabilité- sont le fruit des anciennes pratiques informelles d'amélioration et constituent le patrimoine commun à la race ou à la population locale. En revanche le bon éleveur peut parfaitement repérer sur un marché les animaux qui possèdent le mieux les aptitudes particulières correspondant à sa situation.

Il en résulte que l'effectif tenu peut varier chaque fois que la nécessité s'en fait sentir. Selon l'importance et l'échéancier des ressources dont il aura pu s'assurer, l'éleveur pourra se débarrasser momentanément d'une partie du troupeau, y compris des reproductrices, quitte à le reconstituer plus tard. Dans d'autres circonstances au contraire, il l'accroîtra rapidement par des achats effectués au bon moment. Il pourra prendre du bétail en pension ou

confier une partie du sien . Dans la même perspective il lui sera encore permis de jouer sur le type des animaux vendus : on aura l'occasion d'y revenir.

Ce type de producteur s'affranchit donc du cadre de référence habituel des activités d'élevage, ou l'effectif et la composition du troupeau sont définis de manière assez rigide pour correspondre aux ressources moyennes disponibles et pour fournir un volume de production optimal en fonction de références technico-économiques assez précisément établies. Ces paramètres -effectif et composition- deviennent ici au contraire des variables à court terme du système de production.

Par ailleurs l'autofourniture et l'indépendance alimentaire ne constituant pas des composantes essentielles du système, on conçoit que les parcelles cultivées n'aient pas la signification habituelle. L'activité ne s'inscrit pas ici dans un périmètre délimité et stable dont on chercherait à s'assurer l'entière disposition. Les parcelles en propriété ou en fermage, de même que les bâtiments, constituent non seulement un outil de production mais aussi et quelquefois surtout un ancrage spatial donnant en fait accès à des ressources environnantes parfois beaucoup plus importantes. C'est aussi pourquoi ces éleveurs ne portent pas le même intérêt ni le même soin à les mettre en valeur. Leur activité principale reste la garde et les soins au troupeau.

Non seulement ils n'ont pas à constituer et à alimenter un appareil productif dont le fonctionnement est exigeant et coûteux, mais encore ils n'ont pas à assumer périodiquement la remise à niveau de cet appareil et surtout sa progression dans un contexte technologique et commercial que les agriculteurs se trouvent de moins en moins en mesure de maîtriser.

Leur outil de production se limite bien souvent à un noyau constitué de l'habitation, quelques vieux bâtiments dont la bergerie, un peu de matériel acheté d'occasion et un petit nombre de parcelles cultivées, autour duquel gravite une nébuleuse de lieux de pâturages aux statuts les plus divers. Plus encore que dans d'autres formes d'élevage, le troupeau est bien l'élément principal du système productif et parfois même du patrimoine.

Ainsi face aux aléas et aux contraintes de toutes sortes auxquels leur activité est soumise, ces éleveurs recherchent la régularisation de leur système dans une direction consistant à accroître la souplesse et la mobilité de ses principaux paramètres de structure : effectif et composition du troupeau, quantité, nature et échéancier des possibilités d'alimentation rassemblées, etc.

Une telle pratique de l'activité agricole se situe évidemment à l'opposé de celle consistant à maîtriser les aléas de la production par un contrôle et une intensification d'ensemble, reposant sur l'utilisation massive de facteurs d'origine industrielle, sur l'accumulation d'un appareil de production lourd et peu mobile, et sur l'adoption de schémas techniques performants mais délicats, astreignants et rigides. Elle s'écarte aussi, quoiqu'à un moindre degré, des formes traditionnelles d'élevage paysan ou d'"extensif de rente" évoquées plus haut.

Il y a là une alternative, soit à une intensification souvent problématique dans de telles conditions, soit à un agrandissement foncier, coûteux, ou même tout simplement impossible. Une telle alternative peut permettre à des systèmes d'exploitation de type paysan d'évoluer en se spécialisant, et d'accéder progressivement à une dimension économique qui se rapproche des normes modernes de viabilité.

Elle débouche par ailleurs sur des conceptions très particulières en matière d'espace : on les a déjà évoqués en ce qui concerne l'attitude par rapport aux parcelles cultivées, mais il faut aussi les envisager à propos des autres surfaces utilisées si l'on veut bien saisir le fonctionnement de ces exploitations et le rôle qu'elles jouent au sein de leur environnement.

2.2.2 - Les répercussions en matière d'espace.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit on peut considérer de tels systèmes comme "ouverts" sur le plan foncier, par rapport à ceux qui se cantonnent dans des limites permanentes.

2.2.2.1 - Ce caractère d'ouverture s'accommode tout d'abord de situations assez variées, dont les plus périphériques ouvrent des voies de passage vers d'autres formes d'élevage présentes dans ces zones (1).

Ainsi par exemple lorsque la base foncière stable devient plus importante par rapport à l'ensemble de l'espace exploité et que celui-ci atteint lui-même une assez vaste étendue, on passe insensiblement à des unités de type ranching dont on a évoqué la logique différente : historiquement elles ont toujours constitué les grands domaines d'élevage, où les pratiques techniques n'ont guère changé jusqu'à

(1) J.P. BOUTONNET (1981) souligne d'ailleurs que les rapports au foncier constituent l'un des deux éléments déterminants qui modèlent les formes d'élevage ovin dans la zone méditerranéenne française.

aujourd'hui : elles suivent un schéma certes extensif, mais utilisent de manière classique des ressources régulières et ne font donc pas appel à une combinaison aussi raffinée, changeante et adaptative des potentialités mobilisées.

Cependant certaines de ces unités sont amenées elles aussi à déborder leur périmètre normal soit parce que les conditions de rentabilité actuelles exigent un accroissement des effectifs tenus, soit parce que le milieu, socialement moins contrôlé qu'autrefois, devient moins productif. Elles tendent alors à adopter le comportement décrit ici. C'est notamment le cas dans les Garrigues montpelliéraines (DECHESNE, GABERT, 1977...).

Bien souvent la base foncière est au contraire beaucoup plus restreinte : on peut alors se trouver encore bien près des formes de production paysannes, surtout si le reste de l'espace utilisé est limité. C'est dans ce cas, semble-t-il, que s'élabore le plus haut degré de raffinement dans l'utilisation des ressources pastorales.

Il existe aussi des combinaisons dont l'originalité découle de configurations spatiales particulières que l'éleveur a été amené à trouver pour maintenir ou développer son activité : il peut par exemple disposer, en propre ou en location, de deux ou trois implantations éloignées les unes des autres, occupées à des périodes différentes de l'année, et dont certaines ne sont même louées que pour une saison.

2.2.2.2 - Mais plus important est le fait que ce caractère d'ouverture détermine, à des degrés divers selon les situations, un comportement très particulier de ces éleveurs par rapport à leur environnement spatial. D'une année sur l'autre l'utilisation de tel ou tel lieu de pâturage peut leur échapper : le propriétaire reprend ses terres, ou bien

il les loue ou les vend à quelqu'un qui les affecte à un autre usage... Or l'éleveur, quant à lui, cherche à ajuster à chaque moment l'alimentation dont il dispose aux besoins de son troupeau, la variation de celui-ci n'étant envisagée que lorsque ce premier niveau de possibilités est à peu près épuisé.

La disponibilité de pâturage qui est, comme on l'a dit, un élément déterminant de son système mais sur lequel il n'a qu'une maîtrise partielle, constitue de ce fait pour lui un objet de préoccupation essentiel. C'est pourquoi il est conduit à exercer une surveillance étroite et permanente de la situation foncière dans sa zone d'activité, de manière à sauter sur toute occasion susceptible de l'intéresser, et même à prendre de la marge par rapport à ses véritables besoins.

Ces conditions peuvent l'amener à se montrer très entreprenant pour certaines parcelles qui, du fait de leur situation ou de leur contenu, paraîtraient devoir revenir à d'autres éleveurs. Ainsi s'accroissent les occasions de conflit, et ces éleveurs apparaissent-ils bien souvent comme d'insupportables gêneurs.

La pratique d'une véritable stratégie spatiale constitue en tous cas un aspect tout à fait particulier et essentiel de leur activité.

On en comprendra mieux la nature si l'on sait jusqu'où une telle stratégie peut aller dans certaines conditions. Il arrive en effet qu'elle présente un caractère nettement expansionniste et s'étende bien au-delà du voisinage immédiat de l'éleveur lorsque celui-ci s'efforce d'organiser à son avantage exclusif, et en tous cas délibérément à l'encontre d'autres intervenants présents ou potentiels, l'évolution de vastes espaces.

N. THEPOT (1977) décrit des cas de ce type, assez fréquents dans les zones particulièrement déprimées des Alpes du Sud. Des éleveurs sont parvenus, en achetant des parcelles stratégiquement situées, à bloquer la situation de leurs voisins et concurrents, contribuant ainsi à l'élimination de la plupart ou même quelquefois de la totalité des autres exploitations. Vigilants à l'égard de tout essai d'implantation nouvelle, certains d'entre eux restent ainsi seuls utilisateurs d'étendues parfois supérieures à une commune toute entière, et dont ils ne possèdent en propre qu'une faible partie.

Outre qu'ils contribuent souvent à accélérer des processus de dévitalisation en cours, de tels comportements peuvent constituer un obstacle sérieux lorsque des efforts sont tentés pour organiser collectivement l'espace local, le répartir, en stabiliser l'exploitation, voire le repeupler par le biais d'actions nouvelles.

La propriété foncière prend ainsi valeur d'une arme et non plus seulement d'un outil de production ni même d'un élément de patrimoine. Il faut d'ailleurs souligner qu'elle constitue aussi un des débouchés les plus accessibles et les mieux adaptés à l'épargne de ce type d'éleveurs, lorsque leur capacité d'accumulation atteint un certain seuil.

Cette tendance expansionniste peut également découler du type même d'exploitation auquel sont soumises ces surfaces : la disponibilité d'une partie au moins d'entre elles ne lui étant pas garantie dans le temps, l'éleveur n'est pas incité à en assurer l'entretien. Le feu mis à part, il dispose rarement des moyens adéquats. L'intervention des animaux, seule, n'est généralement pas suffisante à cet égard, surtout lorsque l'étendue disponible réduit la pression de pâturage. Ces surfaces ont donc tendance à s'embroussailler, à se fermer plus ou moins vite selon

les milieux écologiques. Leur accès devient difficile, leur production utile diminue : elles finissent par devoir être abandonnées et remplacées par d'autres moins dégradées. On peut alors parler d'exploitation minière.

A l'extrême, lorsque la zone est trop fortement atteinte ou sans possibilités nouvelles, la mobilité de leur appareil productif et sa faible emprise sur le milieu permettent à de tels éleveurs d'envisager sans difficulté une migration vers des zones plus favorables, en prenant tout leur temps pour préparer la nouvelle implantation.

Un tel mode d'exploitation peut ainsi accélérer la dévitalisation sociale et la dégradation écologique des régions où il se développe. Sa présence marque quelquefois une étape ultime dans l'abandon de certaines fractions du territoire et dans l'avancée du front de remontée écologique, dont il constitue alors un élément moteur.

En outre, il se manifeste dans des situations où les autres formes de mise en valeur ont justement du mal à se maintenir. Il se nourrit de leurs difficultés, voire les accroît. Il contribue alors avec d'autres phénomènes déjà évoqués - acquisitions extérieures, rétention patrimoniale...- à déclencher des blocages fonciers dont ces éleveurs sont en définitive souvent les principaux bénéficiaires. C'est pourquoi certains observateurs n'hésitent pas à qualifier leur comportement de "saprophyte" (1).

(1) Il serait tentant d'utiliser ici cette expression très suggestive. Cependant on peut noter qu'elle est applicable à toute forme de production se développant sur les dépouilles d'une autre : c'est en particulier le cas des agriculteurs modernisés. En fait toute forme sociale en expansion est d'une manière ou d'une autre

Toutefois de telles manifestations restent extrêmes. Il serait abusif d'en créditer toutes les formes d'exploitation évoquées ici. En réalité elles ne peuvent se développer que là où le contrôle de l'espace par l'activité agricole a déjà atteint un stade avancé de régression. Elles ne constituent vraiment un risque que pour les zones où une telle situation s'amorce.

Ailleurs trop d'éléments viennent la contrecarrer : l'environnement social est encore suffisamment vivace pour en limiter les possibilités, les données de la situation des éleveurs ne les poussent pas à y recourir (besoins de vie sociale locale, d'entr'aide, importance suffisante du territoire déjà disponible...). Si donc cette tendance existe elle reste apparemment assez peu fréquente et c'est surtout à titre illustratif qu'elle est évoquée ici.

On peut même dire que la présence de ces éleveurs se manifeste généralement de manière positive, là où ils se trouvent. Ils font souvent partie des éléments locaux les plus actifs et les mieux intégrés socialement (on aura bientôt l'occasion d'y revenir). Ils valorisent des ressources auxquelles les autres renoncent, et tendent de ce fait à en retarder, quelquefois à en éviter la dégradation. Ils contribuent par leur vitalité et leur mode complémentaire d'utilisation de l'espace au maintien des sociétés locales menacées.

Mais leur originalité se manifeste également au niveau des relations qu'ils entretiennent avec leur environnement professionnel.

saprophyte. Ce manque de spécificité conduit donc à l'écarter. En outre elle connote un jugement de valeur qu'il serait dangereux de généraliser (cf suite).

2.2.3 - Les relations avec l'environnement technique et économique

2.2.3.1 - Tout d'abord ces éleveurs ne font guère partie, on s'en doute, de la clientèle du réseau commercial et des fabricants de moyens de production qui approvisionnent les exploitations modernes. Leur parc de matériel, de taille modeste, est acquis le plus souvent d'occasion auprès de petits revendeurs. Les dépenses d'engrais sont réduites ou même inexistantes. Les achats d'alimentation animale ne portent pas sur des produits conçus pour l'élevage intensif mais sur des ressources fourragères d'entretien (fourrages, grains...) qu'ils trouvent soit directement chez d'autres producteurs, soit chez des intermédiaires polyvalents. Ils utilisent de préférence les services des artisans et petits réparateurs locaux et boudent très généralement les organismes de crédit, qui les ignorent d'ailleurs de leur côté étant donné la faiblesse des garanties offertes.

Ils ont donc recours à ce qu'on appelle ordinairement les "circuits traditionnels", où ils retrouvent toutes les catégories de paysans non ou peu modernisés. Par leurs caractères, ces circuits correspondent bien à leurs besoins et sont indispensables au déploiement de leur activité. Et réciproquement, la survivance d'une telle infrastructure est évidemment tributaire de cette activité.

Corrélativement ils n'entretiennent pas beaucoup de relations avec les agents de développement ou plus généralement les circuits ordinaires de diffusion des techniques nouvelles, qui n'ont guère à leur apporter et auprès desquels ils ont tendance à être considérés comme des agriculteurs à l'ancienne mode, attachés à des pratiques archaïques, peu aptes au changement... Or, si les méthodes de production qu'ils mettent en oeuvre sont d'apparence assez fruste, elles

reposent en fait comme on l'a dit sur une connaissance affinée du milieu et des animaux permettant d'exploiter au mieux le type de ressources utilisées, de contrôler en détail et à tout moment l'état des bêtes et de s'adapter dans tous les domaines à des conditions changeantes et non maîtrisées. Cette connaissance s'acquiert dans la famille, dans le milieu social environnant, par une longue pratique individuelle (DECHESNE, GABERT, 1977 ; PERNET, LENCLUD, 1977 ; MARTINAND, MILLO, 1978...) et non pas dans les institutions de formation mises en place par le système dominant. Ils restent ainsi en quelque sorte maîtres de leur technologie.

Leur indifférence à l'égard du type de progrès technique proposé reflète donc d'abord la nature même de leur système. Les techniques qu'ils utilisent leur permettent d'échapper pour l'essentiel au type de relations qui à l'amont, conduisent à l'assujettissement économique des systèmes de production classiques.

2.3.3.2 - Un autre élément de différenciation se manifeste dans l'attitude par rapport à l'écoulement des produits et dans les relations avec l'aval. A cet égard il faut d'abord apprécier correctement la place que tient la commercialisation dans de tels systèmes. Ils sont en effet facilement assimilés aux formes d'exploitation sans avenir des paysans repliés sur eux-mêmes et livrant au marché des surplus occasionnels et limités.

Au contraire ceux-là produisent pour vendre : leurs exploitations sont spécialisées, en pleine activité, et participent pleinement à la production sociale. Sur le marché ce sont des apporteurs qui comptent.

En outre l'achat et la vente d'animaux remplissent pour eux une autre fonction -qu'on a déjà eu l'occasion d'évoquer- en constituant un élément du mode de régulation interne de leur système de production, dans la mesure où ces éleveurs n'hésitent pas, par ce biais, à adapter l'effectif qu'ils détiennent aux ressources fourragères disponibles ou prévues. Dans une optique voisine ils ont la possibilité de faire varier les caractéristiques du produit vendu : écouler des animaux plus jeunes ou moins bien en état, en cas de pénurie fourragère ou, dans le cas contraire, les conserver et présenter un autre type d'animal .

La souplesse de leur système leur donne la possibilité de s'adapter aux conditions momentanées ou anticipées de la conjoncture pour essayer de profiter de circonstances et de prix avantageux. On peut dire ainsi que leur attitude face au marché est de nature active : dans son ajustement immédiat leur système tient directement compte des données qui en émanent. Le marché est étroitement intégré à son fonctionnement, et ne le détermine pas seulement de l'extérieur.

Cette tendance s'exprime très nettement par exemple chez bon nombre d'éleveurs du Mont-Lozère, qui entretiennent dans leurs exploitations une étonnante variété d'animaux : élèves, génisses d'élevage, vaches de réforme, veaux de huit jours, de trois mois, de six mois, taurillons d'un an, boeufs, etc. Une partie de ces bêtes n'est pas produite sur l'exploitation mais achetée pour une saison ou deux en fonction des disponibilités fourragères et de trésorerie. D'autres sont en pension (CAMUS 1977).

Dans les Garrigues montpelliéraines, malgré l'évolution générale vers le "petit agneau" destiné aux ateliers d'engraissement, une partie des éleveurs maintient encore une certaine pluralité de produits, héritée de la période antérieure (avant 1970) où cette diversité était beaucoup plus développée (DECESNE, GABERT, 1977).

Enfin, une telle situation se reflète dans le choix des circuits au sein desquels ces éleveurs se manifestent. Ils ne travaillent guère avec les SICA ou les groupements de producteurs. On les voit plutôt sur les foires et avec les maquignons. Ils opèrent dans les secteurs qui restent les moins "organisés", c'est-à-dire les moins soumis aux règles de fonctionnement et de contrôle que la rationalisation des filières tend à généraliser. Les marchés de la viande et des animaux font encore suffisamment place à des circuits caractérisés par la faible standardisation des produits, la variabilité des prix, l'activité de chaînes d'intermédiaires petits et nombreux, en un mot par des formes particulières de régulation, coûteuses et spéculatives mais souples.

Ces caractères s'accordent bien à leurs besoins en leur évitant de se lier à des conditions de production trop rigides et trop étroitement contrôlées de l'extérieur. Elles leur laisse une plus grande marge de manoeuvre et correspondent bien à leurs tendances individualistes souvent non dénuées d'esprit spéculateur : c'est ainsi que certains d'entre eux évoluent progressivement vers une activité de maquignonage.

Au total, on peut noter que dans le domaine des relations avec leur environnement économique, aussi bien à l'aval qu'à l'amont, l'attitude de ces éleveurs est en assez bonne correspondance avec celle qu'ils manifestent au sein même de leur unité, au niveau des choix des techniques et du mode de mise en valeur des ressources accessibles : il s'agit toujours de préserver la souplesse, l'adaptabilité et l'indépendance du système de production pour faire face à des conditions changeantes.

En bref on peut noter que cette logique semble les conduire à accorder spontanément une plus grande attention aux éléments extérieurs qui

conditionnent le plus leur activité -évolution foncière locale, état des marchés- qu'à l'amélioration proprement dite de leur production. Leur situation dépend plus de la vigilance et de la pugnacité manifestée à l'égard des premiers, tandis que la seconde peut par nature se satisfaire d'une certaine routine. Qu'en est-il alors des résultats économiques obtenus ?

2.2.4 - Aperçu des situations économiques

On ne dispose guère de données précises sur ce sujet particulièrement difficile à aborder dans un tel contexte. Ce qu'on peut néanmoins savoir permet d'affirmer qu'il existe de fait une grande diversité de situations.

Certaines unités de production sont ainsi en mesure de dégager des capacités d'accumulation importantes quoique discrètes. On a évoqué tout à l'heure le cas extrême des éleveurs qui parviennent à se rendre seuls maîtres d'un vaste territoire où ils peuvent entretenir de gros effectifs. Ce type de cas rejoint certaines formes d'extensif de rente évoquées en 2.1.2, qui parviennent quelquefois à des résultats exceptionnels (1). De tels systèmes se situent à coup sûr parmi les plus performants en matière d'accumulation du capital en agriculture.

Dans d'autres cas, où des unités ont pu trouver simplement des conditions normales d'activité, elles ne semblent pas a priori défavorisées dans leurs

(1) On cite en particulier celui d'éleveurs transhumants ou herbassiers qui, partis comme simples ouvriers- bergers, ont fini un jour, moyennant un mode de vie sans doute assez spartiate, par acquérir un grand mas en Crau ou dans les Garrigues.

capacités de reproduction par rapport à celles qui ont choisi la voie de la modernisation. Leurs performances techniques sont certes modestes mais elles sont obtenues à faible coût et peuvent porter sur des effectifs assez importants. En outre les rentrées ne sont pas obérées par la constitution obligée d'un patrimoine productif coûteux, vulnérable et en expansion non maîtrisée.

Mais bien souvent aussi ces éleveurs ne trouvent pas les conditions d'un déploiement suffisant de leur mode d'exploitation. Ils restent coïncés dans des structures insuffisamment souples, en butte à l'hostilité de divers concurrents mieux considérés qu'eux (forestiers, aménageurs touristiques,..). Les bâtiments d'exploitation sont accaparés par des résidents secondaires ou immobilisés dans une perspective de profit spéculatif.

Surtout peut-être, leur mode d'exploitation n'est pas reconnu : on fait comme s'ils n'existaient pas et on parle de désertification, avec le cortège de solutions extérieures, ignorantes des forces locales, qu'une telle perspective appelle... Pour beaucoup d'entre eux la simple poursuite de l'activité reste difficile, précaire, et dépend d'une lutte incertaine de francs-tireurs dans un environnement qui ne tient pas compte de leur situation et de leurs possibilités.

D'autres encore sont de nouveaux installés qui, ne pouvant faire autrement, cherchent dans cette voie le moyen de démarrer à peu de frais. Mais ils se voient de ce fait même privés du bénéfice des aides normalement prévues, parce que leur situation ne correspond pas aux critères y ouvrant droit.

L'hétérogénéité des situations paraît donc très liée aux possibilités que ces éleveurs trouvent pour mettre pleinement en oeuvre leur mode particulier

de fonctionnement et pour le réaliser à une échelle suffisante. Celui-ci n'est pas sans avantages puisqu'il s'accommode de conditions d'installation assez modestes -un troupeau, quelques bâtiments, de l'espace libre- et permet un développement progressif, autonome et à peu près sans autres limites que celles des surfaces disponibles et du mode de vie que les conditions locales permettent d'aménager.

Sur ce dernier plan en effet, en plus des commodités ordinaires, la vitalité d'un environnement social en correspondance avec leur situation constitue un élément indispensable au fonctionnement et à la pérennité de leur système comme on va le voir maintenant.

2.2.5 - Les facteurs d'identité sociale et culturelle

Il faut tout d'abord signaler la difficulté pour l'observateur extérieur d'approcher ces éleveurs. Déjà peu connus des agents de développement, ils ont tendance à fuir le contact, quelquefois même à le refuser purement et simplement, comme on peut souvent le constater sur le terrain. Le dialogue avec eux n'a pas ce caractère ouvert, facile et précis qu'il a pris maintenant dans la plupart des exploitations modernisées.

Une telle attitude trouve plusieurs explications, dont deux au moins nous intéressent directement ici. D'une part le réflexe de discrétion et de secret est dans leur situation une condition importante de réussite. Celle-ci dépend en partie de leur aptitude à connaître, deviner et surtout garder pour eux toutes sortes d'informations concernant les projets des diverses parties prenantes sur l'espace de

leur zone, ou la possibilité de se procurer des ressources et des moyens de production dans des conditions avantageuses.

D'autre part leur méfiance vis à vis de l'extérieur traduit la conscience qu'ils ont de se situer en marge ou même à contre-courant des comportements valorisés par le système dominant. Elle reflète leur frustration vis à vis des encouragements matériels dont ces comportements bénéficient, de même que la situation de concurrence -voire de conflit- où ils se trouvent souvent à l'égard de ceux qui les adoptent.

Par bien des côtés leur activité et leur manière de vivre se rapprochent assez de celles des agriculteurs qui ont peu ou différemment évolué. Leurs conditions de travail en ont les astreintes et parfois la pénibilité, mais elles présentent aussi de longues périodes plus détendues et sont exemptes de beaucoup de sujétions (démarches, maintenance, achats, trésorerie,...) qui sont le lot des agriculteurs modernisés. Ils ne sont pas, comme ceux-ci, absorbés par les sollicitations permanentes d'un système de production complexe et fortement artificialisé. Ils ne manifestent pas au même degré cette propension à se replier sur leur exploitation et ses problèmes, et à n'en sortir que pour courir à la coopérative, au Crédit Agricole ou chez le marchand de matériel.

Ils connaissent des conditions de vie assez particulières, sans doute peu attrayantes au regard des exigences d'aujourd'hui, avec des revenus irréguliers et dans bien des cas modestes. Ils pratiquent un mode de vie assez dépouillé, dont le nécessité n'est pas toujours imposée par les capacités réelles de leur unité de production mais plutôt par les habitudes acquises dans leur milieu. Ils restent d'ailleurs attachés aux valeurs individuelles et sociales traditionnelles: goût de l'économie, de l'indépendance, de la propriété, sens du groupe,...

Et de fait, un tel mode d'exploitation est très directement issu de la vieille société paysanne. Il en représente une forme d'adaptation aux conditions créées par le développement de la société moderne. Il a trouvé les moyens d'une certaine vigueur tout en conservant les traces profondes de son origine : c'est ce qui explique qu'on ne le distingue pas toujours d'autres formes restées elles aussi très proches de la tradition paysanne mais sans avoir les mêmes possibilités matérielles de se reproduire.

En définitive ces éleveurs, se tenant à l'écart des circuits d'information et d'échange favorisés par le système économique global, réalisant des systèmes de production jugés archaïques, ignorés par les politiques de développement et d'aménagement, peu solidaires des agriculteurs influencés par la modernisation -voire en opposition avec eux- trouvent ainsi des conditions qui tendent à nourrir de leur part une certaine forme de rupture par rapport à la société dominante. C'est la base négative de ce qu'on peut considérer comme un processus d'individualisation socio-culturelle.

Mais ce phénomène présente en même temps un face positive. Ils restent en effet étroitement insérés dans ce qui subsiste des réseaux de relation traditionnels rassemblant encore les paysans non intégrés aux tendances modernistes. C'est avec eux qu'ils réalisent une grande part de leurs échanges matériels (animaux, ressources fourragères...), d'informations ou de services. C'est souvent d'eux qu'ils obtiennent les terres ou les droits d'accès aux ressources dont ils ont besoin. Originaires du même pays ou de voisinages connus, partageant la même culture et bien souvent le même mode de vie, ayant du temps à consacrer à la vie de relation locale, participant le cas échéant à ce qui subsiste des anciennes solidarités traditionnelles, notamment en matière d'entraide, ils sont localement reconnus et

acceptés. Leur capacité à faire face à des conditions auxquelles d'autres n'ont pas su s'adapter leur confère l'auréole d'une certaine réussite et peut les faire apparaître comme porteurs des résistances locales. La confiance qu'ils y gagnent, ajoutée à leurs nombreux contacts avec l'extérieur, les place alors en situation d'intermédiaire entre le village et le monde extérieur. Ils se voient confier des mandats électoraux et peuvent quelquefois exercer un véritable pouvoir local.

Ils trouvent ainsi souvent au sein de ce qui reste de la société locale traditionnelle, revivifiée le cas échéant par d'autres formes d'adaptation ou de résistance (agriculture pluri-active, néo-ruralisme..), une base d'intégration sociale encore suffisamment solide, qui contribue également à fournir la marge de manoeuvre nécessaire à leur existence.

2.3 - Quelques remarques sur l'insertion globale et les perspectives d'une telle logique.

Les principaux aspects du comportement de ces éleveurs ayant ainsi été abordés et leur spécificité étant maintenant bien dessinée, il convient de préciser les bases de celle-ci par rapport au contexte global. On saisira mieux alors de quelle manière les formes de production concernées s'insèrent dans ce contexte, et ce qui peut en résulter pour leur avenir.

2.3.1 - Les fondements : un mode d'accès particulier à des ressources.

On a montré qu'une telle pratique de l'élevage repose d'abord sur l'utilisation de ressources dévalorisées.

Mais elle n'est pas la seule dans ce cas : on en a évoqué d'autres exemples. Elle n'est même pas la seule à en faire une utilisation principale : à cet égard elle reste assez proche de ce qui se fait dans les grandes exploitations extensives ou dans certains petits élevages de forme paysanne. On ne peut pas non plus la caractériser par le type de techniques mises en oeuvre : pour l'essentiel celles-ci sont puisées dans le stock des savoirs et pratiques traditionnels, simplement approfondis et adaptés dans le sens d'une plus grande souplesse de l'utilisation des ressources, voire d'un plus grand raffinement.

Ce qui la distingue en fait est la combinaison particulière de ces techniques, qui permet d'obtenir un résultat dont la caractérisation en termes d'objectif peut s'exprimer de la manière suivante : élever un troupeau d'effectif variable mais souvent important, dont la production réponde aux besoins courants du marché, ceci en faisant appel, pour l'essentiel, à une gamme de ressources disséminées dans le temps et l'espace, mais surtout peu contrôlées.

Cette combinaison représente justement le moyen concret de faire face à des incertitudes qui tiennent aux conditions non seulement physiques mais aussi sociales de la disponibilité de ces ressources.

C'est donc bien la précarité de l'accès à celles-ci, l'impossibilité de compter durablement sur une grande partie d'entre elles, qui conduisent l'éleveur à se libérer de tout ce qui, chez d'autres, constitue les éléments les plus stables du système -superficie, aménagements, appareil productif, techniques utilisées, relations extérieures, ...-, et à adopter dans tous les domaines un comportement fondé sur la mobilité interne et externe au sein d'espaces -au sens physique, économique et même social du terme- très élargis.

Cette logique d'exploitation tire son existence du développement d'un secteur de ressources dévalorisées d'accès précaire, développement qui est lui-même le fruit des mutations provoquées dans l'évaluation sociale des ressources par l'évolution technologique dont notre société a été le siège, ceci dans un contexte socio-politique où le mode d'appropriation du sol reste inchangé, alors qu'il est confronté à une situation totalement inédite par rapport à celle face à laquelle il s'était historiquement constitué.

Diverses portions de territoire ont fait l'objet dans le passé d'un contrôle social assez lâche et ont pu donner lieu, elles aussi, à des formes d'exploitation d'emprise légère (confinant parfois même au nomadisme). Or les formes observées ici constituent non pas le vestige du système agraire antérieur, même si elles conservent avec lui des liens privilégiés, mais au contraire le produit direct d'une situation contemporaine. Elles évolueront avec cette situation et ne sont en tout état de cause que la réponse à l'une des configurations qu'elle a engendrées.

C'est dans une telle perspective qu'il faut envisager le devenir de ces formes. Mais il convient de le faire en tenant compte des principaux points de contact par lesquels leur insertion dans le système social englobant peut se réaliser. Outre ce mode d'accès particulier aux ressources, il faut en discuter au moins deux autres : le type de techniques sur lequel elles reposent et le marché au sein duquel elles parviennent à s'insérer.

2.3.2 - Une remarquable indépendance technologique

En général les possibilités de développement des formes de production sont fortement déterminées par les progrès de productivité des techniques qu'elles mettent en oeuvre. Or dans les situations abordées ici ce facteur ne paraît pas jouer le moindre rôle. Même si, selon les situations, des emprunts peuvent être faits à l'arsenal des techniques utilisées ou créées par ailleurs, il n'existe apparemment guère d'apports déterminants par lesquels le monde extérieur pourrait influencer profondément ces systèmes et par là même avoir barre sur eux.

A cet égard, il faut souligner la stabilité de la combinaison technique qui les sous-tend. Il est significatif que celle-ci se soit développée de manière tout à fait spontanée en des lieux différents, de toute évidence sans liaison directe entre eux, au moins sur ce plan. Leur dispersion n'est pas le fruit d'une diffusion organisée ni même d'un effet d'imitation de proximité, mais bien plutôt le résultat de la progression de conditions générales de marginalité dans des zones d'un type écologique particulier - méditerranéen sec - où, sauf localement, les possibilités d'usage alternatif des ressources n'étaient guère actives. Partout où ces conditions se développaient elles suscitaient tout naturellement la possibilité que les tendances et les comportements décrits ici apparaissent.

Sur le plan technologique ces formes de production n'ont donc rien à attendre du système dominant. Elles disposent à son égard d'un degré d'indépendance élevé dans un domaine où bien peu de formes d'activité parviennent encore à échapper vraiment à son emprise, et c'est aussi en cela qu'elles attirent notre attention.

Les possibilités d'amélioration technique constituent en effet le biais le plus efficace par lequel le système dominant trouve le moyen d'agir sur l'agencement interne des systèmes de production pour intégrer plus étroitement leur fonctionnement à sa propre logique et à son contrôle. Le fait de pouvoir rester insensible à ses pressions constitue donc une situation relativement exceptionnelle.

2.3.3. - Un champ d'expansion disputé à terme

Cette situation reflète sans doute la bonne adaptation de la combinaison technique mise en oeuvre à ses conditions de déploiement, mais il ne faut pas oublier qu'elle est aussi la conséquence du fait qu'il n'existe pas jusqu'à présent de véritable alternative pour l'exploitation de telles ressources.

C'est donc aussi l'évolution de la disponibilité de celles-ci qui commande les possibilités de maintien ou de développement des formes de production considérées. Les facteurs de cette évolution leur échappe très largement à terme même si, comme on l'a vu, il existe des stratégies individuelles permettant une expansion momentanée (1).

En fait, l'évolution du stock de ces ressources se trouve sous la dépendance des facteurs généraux qui déterminent le fonctionnement actuel de notre société dans son ensemble. Si une telle évolution s'est longtemps développée de manière quasi spontanée,

(1) De toutes façons la stabilisation paraît bien aléatoire, ne serait-ce que pour des raisons juridiques. Et si elle se réalisait elle appellerait une autre logique d'exploitation.

seul le système dominant possède à son endroit certains moyens d'action efficaces à moyen et long terme sur ces facteurs. L'attention qui, de divers côtés et très fortement, se manifeste aujourd'hui à l'égard des ressources dévalorisées ne doit certainement pas tout aux pénuries de la crise ni au souci de limiter les inconvénients du mode de croissance antérieur. Leur existence constitue aussi un nouveau champ d'expansion pour des ambitions et des énergies marginalisées dans le système dominant, pour la valorisation de certains capitaux, etc.

C'est ainsi que de nouvelles utilisations se préparent. On a évoqué par exemple les recherches qui tendent à réintroduire ces ressources dans des systèmes de production modernisés. Au-delà se profilent des possibilités d'utilisation énergétique. A plus long terme encore, la biomasse est envisagée comme source de molécules organiques pour certaines industries chimiques,...

Après les avoir négligé et avoir laissé se former un secteur favorable au développement de formes de production différentes, non contrôlées par lui, le système dominant s'apprête maintenant à reprendre la maîtrise de ces espaces et de ces ressources. On y reviendra en fin de texte, mais on peut déjà le dire : c'est sur ce plan que se manifeste la vulnérabilité réelle des systèmes de production évoqués ici. Elle ne se trouve pas au niveau des techniques mais de la concurrence vis à vis des ressources utilisées, ce qui lui confère sans doute un caractère moins immédiat mais plus radical : l'avenir de ces formes se pose apparemment plus en termes de disparition que d'intégration (1).

(1) Cette différence de situation par rapport aux exploitations classiques se manifeste dès maintenant de manière ponctuelle dans des conditions d'expansion

Mais alors si de tels systèmes se passent des techniques et des moyens de production diffusés par le système dominant, s'ils utilisent des ressources sur lesquelles celui-ci n'a momentanément que peu de prétention, si même, comme on l'a vu plus haut, ils font partie d'un monde qui a pu préserver une certaine individualité socio-culturelle, quelles relations existe-t-il encore entre eux et ce système dominant ? Ces deux réalités seraient-elles complètement extérieures l'une à l'autre ? Non car il subsiste entre elles au moins un terrain de contact direct : celui où aboutit la production, c'est-à-dire le marché.

2.3.4. - Le produit médiatise l'essentiel des relations avec la société globale.

Malgré leur faible représentativité et leur dispersion ces éleveurs peuvent jouer sur le marché, ponctuellement ou régionalement, un rôle non négligeable quoique difficile à apprécier : là encore on manque de données précises. Les raisons, au moins,

 foncière opposées. On a déjà noté que les performances économiques des systèmes décrits ici pouvaient être très élevées lorsque l'expansion spatiale de leur activité ne rencontrait pas d'obstacle majeur, tandis que l'agrandissement d'une exploitation ordinaire dépend en outre de ses capacités à dégager le financement nécessaire. A l'inverse lorsque la situation foncière locale est bloquée, l'exploitant classique peut essayer dans certaines limites de s'en tirer en intensifiant ses méthodes de production. Une telle solution est exclue pour des systèmes beaucoup moins fermement enracinés : ceux-ci se voient alors condamnés à stagner dans des situations souvent difficiles, ou bien le cas échéant à tenter leur chance ailleurs...

en sont aisées à discerner : on a dit qu'ils étaient souvent de gros apporteurs et que la souplesse de leur système leur donnait plus de latitude qu'aux éleveurs dont le mode d'élevage est plus précisément défini. C'est ainsi qu'en période de faibles cours ils peuvent retenir leurs bêtes s'ils disposent, comme c'est généralement le cas, d'une bonne marge de ressources pastorales inutilisées et qui ne leur coûtent rien. Ce faisant, ils peuvent contribuer à la régularisation des marchés, même s'il existe à cet égard des facteurs plus importants.

En outre ils ne livrent pas que des animaux finis. Ils sont aussi des naisseurs qui produisent une partie des bêtes maigres destinées aux ateliers d'engraissement. L'évolution des productions des garrigues montpelliéraines est significative à cet égard. Elle s'est traduite depuis 20 ans par un mouvement ininterrompu de rajeunissement des produits, par la régression des types d'animaux engraisés, enfin par la prédominance actuelle de l'agneau de 12 kg, équivalent du sous-produit des élevages laitiers du rayon de Roquefort, et qui prend le même chemin que lui (DECHESNE, GABERT, 1977).

Ce rôle stabilisateur peut d'ailleurs emprunter des voies diverses. C'est ainsi qu'il se réalise dès le stade de la production dans les cas où des échanges saisonniers d'animaux sont pratiqués : on a déjà évoqué l'exemple du Mont-Lozère où des bêtes de réforme, des génisses d'élevage, des jeunes à l'engrais sont préparés en utilisant les ressources surabondantes de la belle saison (CAMUS, 1977).

Si donc le marché paraît bien être le point de contact le plus tangible entre ces formes et le système dominant, on peut dire qu'il ménage aussi une certaine distance entre elles et lui : les échanges se réalisent sur la seule base des données immédiates -qualité et cours-, en dehors de tout engagement, et même de préférence -comme on l'a vu- à travers des

structures de commercialisation restées par leur nature les plus proches de ces formes. S'il y a relation elle est donc fortement médiatisée et reste abstraite, n'offrant guère de prise là encore au système dominant.

En définitive on peut dire que les deux systèmes fonctionnent dans une indépendance mutuelle assez remarquable, et en tous cas relativement à l'abri des contradictions. Au contraire leur coexistence repose en quelque sorte sur des avantages réciproques, au moins momentanément : outre l'intérêt que ces formes de production peuvent représenter pour le fonctionnement du marché, elles permettent au système dominant, par la production qu'elles livrent, d'avoir accès au moins indirectement à des ressources qui sont hors de sa portée et qui, du fait de leurs caractères spécifiques resteraient autrement en grande partie inexploitées. Ces formes contribuent ainsi au maintien d'une vie sociale et à l'entretien de ces zones. Et ceci sans contrepartie d'aides ni d'exigences d'aucune sorte. Enfin, elles constituent des unités spécialisées, productives, souvent de bonne dimension, qui correspondent bien aux normes et aux besoins de l'économie moderne.

Pour conclure sur leur présentation on peut dire qu'elles ont su trouver leur place au sein du système économique global, mieux en tous cas que bien d'autres formes de production paysannes n'ont réussi à le faire. Tout en échappant à la logique dominante de ce système elle peuvent survivre et se développer en s'accommodant de ses lois de fonctionnement. Comme c'est fréquemment le cas pour d'autres formes d'économie marginale, elles y parviennent en s'appuyant sur ses contradictions et ses insuffisances et en valorisant des créneaux laissés libres par sa rigidité (1).

(1) Mais elles le font quelquefois aussi au détriment d'autres formes de production et d'une utilisation socialement positive des ressources.

Sur un autre plan, étant restées très liées à la vieille société rurale, elles contribuent à conserver, adapter, voire élargir une partie du patrimoine technique et culturel dont celle-ci était porteuse. Si elles ont longtemps fait l'objet de l'ignorance, du dédain, voire de l'hostilité des différents appareils concernés par la gestion du secteur agricole et du territoire, il faut admettre que de telles attitudes paraissent d'une certaine manière avoir été favorables à leur développement.

On peut en tout cas s'interroger sur les conséquences qui suivront sa révision actuelle, d'autant que celle-ci prend place dans un contexte où, à l'évidence, elle ne peut pas être désintéressée, et qu'à terme les ressources sur lesquelles reposent l'existence de ces formes de production sont convoitées. L'avenir de celles-ci n'est donc pas assuré.

III - REFLEXIONS SUR QUELQUES OUTILS THEORIQUES MIS EN JEU

Présenter des formes de production originales comme on vient de le tenter conduit inévitablement à s'interroger parallèlement sur les bases, le sens et les limites de cette originalité. L'approche particulière réalisée ici peut-elle alors, au-delà de son point d'application immédiat, être d'une aide quelconque pour appréhender la composition et le fonctionnement d'autres secteurs de la société rurale ? Pour aborder ces questions on va maintenant concentrer l'attention sur la façon dont elle a été réalisée, en particulier sur certains éléments conceptuels auxquels elle a fait appel. Un tel prolongement se justifie aussi, bien sûr, par la nécessité de mieux mettre en lumière les fondements de cette approche.

Rappelons que la démarche suivie a consisté à préciser, tout d'abord, la nature des ressources à partir desquelles les formes de production étudiées tiraient leur existence. Puis on s'est efforcé d'analyser la combinaison technique par laquelle elles parviennent à le faire, en dégagant autant que possible son contenu et sa logique. A partir de là on a essayé de décrire les autres aspects du comportement de ces formes de production à différents niveaux, en soulignant notamment leur cohérence avec ces premiers éléments (ressources et techniques mises en oeuvre) - qui en sont la base. En particulier on a été amené à montrer que ces formes de production n'existaient pas seules et que leur développement prenait appui sur certaines formes sociales environnantes avec lesquelles elle se trouvaient en correspondance plus ou moins étroite.

Les éléments ainsi mis en jeu conduisent à retenir trois aspects sur lesquels il paraît nécessaire de revenir maintenant : la notion de ressource, les techniques et la notion de modèle technique, le proche environnement social des formes de production.

3.1 - Pour une "économie de la ressource".

Le contenu théorique de la notion de ressource est une question apparemment peu abordée en économie, où on peut penser qu'elle rendrait pourtant certains services(1). Il existe une économie du travail, de la monnaie : pourquoi pas une économie de la ressource ?

Qu'est-ce qui fait qu'un objet, une matière, un gisement est à un moment donné une ressource et à un autre moment non ? D'où vient que la qualité de ressource évolue au sein d'une formation sociale et change d'une société à une autre ? En fonction de quoi est déterminé la valeur des ressources ? Voilà quelques questions sur lesquelles nous ne sommes manifestement pas au clair et qui ont pourtant des incidences directes dans le fait que des formes de production se développent ou régressent, dans la manière dont les différents secteurs économiques se structurent sur le plan interne ou entre eux...

L'essentiel, pour ce qui concerne le sujet abordé ici, a été dit dans le chapitre I, où on a essayé d'indiquer, en l'espèce, l'origine du procès de diversification des ressources et la manière dont on peut interpréter ce phénomène sur le plan économique. On ajoutera simplement quelques remarques générales.

(1) Cela commence à changer, notamment sous l'effet des préoccupations concernant l'exploitation de la nature et ses limites. Mais le problème est alors trop souvent restreint à des points particuliers tels que les effets de la pollution, la protection de l'environnement, etc.

Tout d'abord une ressource n'est ressource que parce qu'il existe une technique susceptible dans des conditions compatibles avec les données économiques et sociales environnantes, d'y appliquer du travail en vue de satisfaire un besoin social. Au même titre que les besoins, ce sont donc les techniques qui font les ressources. Une matière, un espace, un site, ne deviennent ressource qu'à partir du moment où apparaît la technique permettant de les mettre en état de répondre à un tel besoin. Et de même la pluralité des techniques engendre, dans la limite des contraintes économiques, l'élargissement de l'éventail des ressources utilisables. Corrélativement, mais à travers des faisceaux de déterminations plus complexes, peut également s'ouvrir celui des formes de production viables.

On peut alors se demander si l'insuffisance de la prise en compte de la notion de ressource n'est pas justement liée au fait évoqué au premier chapitre, à savoir que l'on a longtemps eu tendance à raisonner en référence aux méthodes de production les plus efficaces et les plus modernes, donc au modèle dominant (ou potentiellement tel), tendant ainsi chaque fois vers une vision homogénéisante, à la fois des techniques, des ressources et des formes de production.

Cette vision simplificatrice n'est-elle d'ailleurs pas présente dans les divers schémas théoriques proposés pour rendre compte par exemple du phénomène de la rente foncière, comme c'est le cas à travers la notion des "dernières terres socialement nécessaires", utilisée dans les schémas classique et marxiste ? En fait la coexistence dans la réalité de techniques et de formes sociales différentes, leurs dynamiques relatives et le jeu de leurs interactions mutuelles ne sont-elles pas de nature à remettre sérieusement en cause les interprétations qui peuvent être déduites de ces schémas, et à rendre beaucoup plus complexe et varié le fonctionnement des formations sociales ?

3.2 - La notion de "modèle technique"

On a vu se dessiner, au fil de la présentation nécessairement schématique faite au chapitre II, une cohérence certaine dans le choix et l'agencement des techniques de production mises en oeuvre. Leur combinaison permet, on l'a dit, de tirer parti de ressources dont, pendant toute une période, l'extension n'a cessé de se développer et qui présentent des caractères très spécifiques, engendrés par l'évolution générale de notre système social : coût peu élevé, possibilités d'utilisation réduites mais directes (cueillette par un troupeau), fragmentation dans l'espace voire dans le temps, accessibilité aisée mais précaire,...

Plusieurs de ces caractères rendent de telles ressources peu intéressantes pour les autres systèmes d'élevage, qui les utilisent accessoirement mais tendent à en délaissier la plus grande partie. Dans les zones où elles atteignent une certaine importance les systèmes qu'on vient d'évoquer sont les seuls, non seulement à leur accorder une large place, mais qui plus est à avoir une logique fondée principalement sur leur utilisation. Ce qui veut dire que, sans eux, ce potentiel serait très probablement en grande partie inexploité ou au mieux affecté à des usages ne présentant pas, sur les plans du contrôle social de l'espace et de l'utilisation des ressources, les mêmes caractères que l'activité agricole.

En outre ces combinaisons techniques présentent, on l'a vu, une forte originalité qui, lorsqu'elles peuvent être pleinement mises en oeuvre, distingue nettement les systèmes qui les adoptent de ceux rencontrés dans de telles zones, et leur confère alors sur les plans agronomique et zootechnique une remarquable logique interne et un caractère tout à fait singulier.

Enfin, on y a aussi insisté, cette même logique influence fortement l'attitude des éleveurs à différents niveaux de leur pratique : par exemple dans leur comportement foncier et spatial, dans leurs relations professionnelles ou dans leur mode d'insertion sociale.

Il apparaît donc bien que c'est à la fois l'existence de ces techniques et la possibilité de les combiner d'une certaine manière qui permet d'exploiter un type particulier de ressources à caractères très contraignants, dans des conditions compatibles avec les données générales, notamment économiques, propres à notre société.

Cet ensemble de techniques, choisies et agencées selon cette logique douée d'efficacité dans de telles conditions, représente un élément constitutif caractérisant les formes d'exploitation évoquées ici. Il apparaît bien, à travers son organisation spécifique, comme un facteur essentiel de leur existence dans un tel contexte.

Ces caractères de spécificité, d'adaptation, de cohérence ne sont-ils pas, de manière très courante le propre des agencements techniques qui sous-tendent les diverses formes de production dont on est amené pour diverses raisons à faire la distinction ?

Sur un plan général ceci souligne le fait que la disponibilité de techniques particulières est une des bases essentielles qui permettent à des formes sociales différentes de se développer, dans la mesure où ces techniques conditionnent l'exploitation de possibilités (ici ressources, mais dans d'autres cas débouchés,...) que les autres méthodes de production existantes ne sont pas susceptibles de mettre en valeur, aussi efficacement tout au moins. Bien sûr d'autres conditions sont également nécessaires, et justement celles assurant une insertion au niveau du marché, mais le substrat technique présente quant à lui un caractère qu'on peut dire instrumental.

En général, les techniques ne sont appréciées les unes par rapport aux autres qu'à travers les écarts de productivité qu'elles déterminent dans l'utilisation des facteurs. Ces écarts sont eux-mêmes à l'origine des capacités de développement différentielles des formes de production qui les mettent en oeuvre : celles des exploitations qui ont accès dans des conditions efficaces aux techniques les plus performantes distancent les autres, puis les marginalisent ou les éliminent. On aboutit ainsi à une conception verticale, hiérarchisée, de la structuration de l'agriculture, et c'est encore un des facteurs qui conduisent à la vision réductrice en "deux agricultures" évoquées au début de ce texte.

Or en fait au gradient vertical se surajoute un facteur de dispersion qu'on peut, par contraste, dire horizontal : il tient précisément à la diversité des conditions dans lesquelles se développent les exploitations et à l'existence de techniques différentes permettant de saisir une gamme plus ouverte d'opportunités.

La diversité des techniques disponibles permet de capter des différences de plus en plus fines dans les caractères des ressources productives ou dans les besoins sociaux, et autorise le développement de formes de production -c'est-à-dire de logiques de fonctionnement et de mode d'insertion sociale- variées (1).

(1) Les exemples où ces techniques rendent possible l'exploitation d'un débouché, comme c'est le cas des produits fermiers, biologiques, artisanaux,... nous sont les plus familiers. Mais ici le produit est "tout venant" : c'est la ressource qui constitue le champ de mise en valeur.

A ce point de l'analyse on peut donc considérer que les formes sociales de production constituent des réponses à diverses conditions apparues dans l'ensemble social au cours de son développement. Parmi ces réponses certaines sont bien adaptées aux conditions dominantes (1) à un moment donné et tendent de ce fait à se répandre. D'autres sont issues des états antérieurs de la société et régressent en essayant plus ou moins de s'adapter. D'autres encore s'efforcent de tirer parti de conditions moins répandues voire marginales, avec l'appui ou dans l'indifférence, et même l'opposition des différentes forces et composantes sociales que leur présence peut concerner. Mais l'existence de chacune de ces réponses est liée à la disponibilité de techniques ou de combinaisons techniques leur permettant de tirer parti des conditions prévalant à chaque période, et de le faire avec une efficacité suffisante pour soutenir les contraintes concurrentielles nées de l'activité des autres composantes au sein de l'ensemble social tel qu'il est momentanément structuré.

Le problème se pose alors de savoir comment considérer ces "formes techniques" sur la base desquelles elles se matérialisent, et quel statut donner à celles-ci sur un plan plus théorique. Puisqu'en effet l'expression de "modèle technique" s'est répandue de manière apparemment très spontanée depuis quelques temps dans le jargon socio-économique, ne faut-il pas voir là l'indice que cette expression correspond à la fois à une certaine réalité et à un besoin, sur le sens desquels il y a alors lieu de s'interroger ?

(1) Au sens évoqué en introduction.

En même temps il faut noter qu'on n'a pas cherché jusqu'à présent, semble-t-il, à en cerner de trop près le contenu : il doit bien y avoir des raisons à cela, et pas seulement le flou avec lequel on peut alors en parler. L'une de ces raisons ne tient-elle pas au fait que l'on continue à vivre sur une représentation de la réalité dans laquelle les formes de production que l'on accepte de distinguer restent assez classiques, relativement reconnues, communément caractérisées et d'ailleurs en nombre limité ? Du coup le mode d'appréhension de l'hétérogénéité sociale à la campagne peut privilégier les critères économiques à travers lesquelles elle s'exprime de manière immédiate : revenus, capacités d'accumulation, etc. On rejoint ainsi l'opposition évoquée il y a un instant entre le gradient vertical qui structure à peu près toutes les typologies socio-économiques mises sur pied jusqu'à présent, et un facteur de dispersion "horizontale" largement ignoré.

A partir du moment où l'on entrerait dans un monde caractérisé par une pluralité beaucoup plus grande des formes de production, pluralité s'appuyant justement sur la diversification croissante des technologies disponibles, alors l'analyse de l'hétérogénéité sociale et de son évolution ne pourrait plus se contenter des seuls critères économiques -ou même sociaux : cf en particulier BLANC et ALLAIRE 1979, R. LIFRAN 1981- mais devrait prendre en compte les mécanismes sous-jacents qui président à l'évolution de ces formes, et en particulier les modèles techniques sur la base desquels elles s'individualisent.

Le reproche que l'on peut faire aux méthodes actuelles d'appréhension de l'hétérogénéité sociale est alors justement d'amalgamer des formes de production qui, reposant sur des techniques tout à fait distinctes, ont des dynamiques et donc des perspectives qui ne coïncident pas. Cette approche correspondait

bien -au moins en apparence- à une situation marquée par le développement organisé et conquérant d'un "modèle de production dominant" comme ce fut longtemps le cas dans les zones dites favorisées. Mais en même temps, elle contribuait à surévaluer l'importance de ce dernier phénomène en gommant les variantes à travers lesquelles le processus de modernisation se déroulait en fait et les résistances qu'il suscitait, comme on commence semble-t-il à s'en apercevoir de plus en plus aujourd'hui. En ce sens elle constituait une marque certaine de la prégnance, chez les analystes sociaux, de l'idéologie dont le modèle promotionné était l'outil.

Si, malgré cette importante réserve, une telle démarche était justifiable, du moins en première approche, dans les zones privilégiées d'expansion de ce modèle, elle l'était beaucoup moins dans les zones "défavorisées" : pour les raisons déjà indiquées, les conditions étaient là nettement plus propices à une prolifération des formes de production.

Il tend évidemment à en être ainsi dans toutes les situations où se manifestent des conditions hétérogènes sur les plans physique et/ou social.

Si cette analyse est juste, il apparaît alors que la notion de modèle technique présente un enjeu méthodologique qui appelle des précisions sur la manière dont on peut la concevoir. Avant de s'engager dans cette voie on va toutefois essayer d'explorer rapidement les diverses dimensions de cet enjeu.

Tout d'abord sur le plan du fonctionnement interne de l'unité de production, la prise en compte des techniques mises en oeuvre et de la manière dont elles sont combinées conduit à pénétrer dans des mécanismes qui sont souvent essentiels pour comprendre le comportement des agriculteurs, d'abord en ce qui concerne l'organisation et la conduite de leur unité, ensuite dans leurs relations avec l'extérieur et jusque dans leurs modes de vie et d'insertion sociale.

On l'a vu ici avec la manière dont les éleveurs réagissaient face à la précarité des ressources dont ils disposent. A cet égard la seule considération des données structurelles ou comptables retenues dans les approches courantes laisse très extérieur par rapport à ces phénomènes. Elle ne permet pas de les saisir convenablement et conduit à des simplifications dangereuses et à une limitation des perspectives dans lesquelles leur évolution s'inscrit.

Au contraire, avec la prise en compte des bases techniques de l'activité, les orientations et les décisions prises, les dynamiques constatées ont plus de chance de devenir intelligibles. Les hétérogénéités résiduelles observées dans les typologies se réduisent. Les déterminations non comptables des comportements apparaissent, éclairant mieux, du même coup les enjeux des conflits locaux sur l'espace et les ressources, sur les choix collectifs,... C'est donc en même temps la situation locale dans son ensemble qui se structure de manière plus claire.

Mais la notion de modèle technique a également une réalité à un niveau plus global. Une technique de production, ou la combinaison des techniques propres à une exploitation, déterminent très directement la nature et le volume des biens et des services (payants ou gratuits) que cette exploitation demande à son environnement économique. Lorsque cette technique ou cette combinaison est mise en oeuvre par une proportion relativement importante des unités de production d'une région ou plus encore d'un Etat, elle a des répercussions évidentes à l'extérieur de ces unités. Elle détermine d'abord la demande du secteur dont elle est l'expression aux autres secteurs économiques. Elle a de ce fait des effets sur l'organisation mise en place à différents niveaux pour répondre à cette demande.

Ainsi, on l'a vu, les éleveurs considérés ici ne font que faiblement appel aux moyens de production et aux services dont le système économique global est pourvoyeur. En même temps on peut remarquer que bien d'autres formes de production se trouvent dans le même cas : toutes celles qui ne sont pas véritablement engagées dans un processus de modernisation. C'est donc toute une partie du potentiel agricole national qui présente un comportement particulier par rapport à l'utilisation de ces biens et services et qui contribue aussi à déterminer les caractères, les dimensions, les perspectives des secteurs économiques correspondants. A côté, une autre partie de ce potentiel fonde au contraire son activité productive sur une consommation importante de tels moyens de production.

La notion de modèle technique a donc une traduction au niveau macro-économique dans la mesure où elle concerne des groupes de systèmes de production suffisamment nombreux pour que leur existence se ressente au niveau des volumes de produits échangés, de la nature et de l'importance relatives des circuits commerciaux, financiers ou d'information. Dans cette optique les différents modèles techniques présents contribuent à déterminer, selon leur place respective, le niveau et les formes de relation du secteur agricole avec le système économique global, c'est-à-dire le contenu et l'organisation de la sphère agro-alimentaire dans son ensemble.

Bien entendu ces modèles changent, ils évoluent les uns par rapport aux autres en fonction des conditions internes de chaque société et sous l'effet des facteurs économiques, monétaires, politiques, ... nationaux et extérieurs. Ces changements dans leur importance et leur répartition respectives correspondent donc, au-delà, à des moments de l'histoire agraire et peuvent aider à en situer les ruptures, à dégager des périodes, à comprendre l'évolution des situations. Et il est vrai que bien des

analyses prennent effectivement en compte des éléments de cette nature. Mais on peut se demander si elles le font de manière suffisamment approfondie et systématisée et si tout le parti possible en est tiré.

L'intérêt de cette notion étant maintenant précisé, il faut essayer d'aborder avec plus de détail la manière dont on peut la concevoir. On a déjà eu l'occasion d'aborder cette question (§ 2.1.1) en mettant en garde vis à vis du caractère mécaniste et fixiste que peut connoter le terme de modèle (1).

Tout d'abord on doit noter que cette notion permet à l'économiste d'appréhender ce qui dans le monde des techniques et des processus de production-base matérielle de son objet d'étude- a un sens pour lui. La signification qu'il y attache se distingue de celle que retiendront un agronome ou un zootechnicien. Deux manières de produire seront considérées par ceux-ci comme étant de natures profondément différentes tandis qu'elles apparaîtront équivalentes aux yeux de l'économiste si leurs différences ne sont pas porteuses de conséquences sensibles en ce qui concerne les capacités de reproduction des exploitations ou les répercussions de leur fonctionnement dans l'ensemble social.

C'est bien ce qui fait naître la nécessité d'un concept et en détermine le contenu. On peut donc parler de "modèle technique" en tant que notion générique utilisable par l'économiste pour saisir la technique comme élément de différenciation et d'identification des formes sociales.

 (1) Mais outre que l'usage s'en est déjà imposé, il semble bien que la langue française n'ait guère de mieux adapté à proposer.

Mais cette notion ne peut être entendue en socio-économie d'une manière aussi définie qu'elle l'est dans une discipline technique, où elle se trouve généralement spécifiée par des lois précises, quelle que soit la complexité des combinaisons qu'elle recouvre.

Au sens des sciences sociales, un modèle technique est une solution permettant à des unités socio-économiques -ici, familles d'exploitants agricoles- de subsister, voire de se reproduire avec leurs moyens et sous les contraintes économiques et sociales englobantes, en tirant parti de ressources ou de débouchés dont l'accès n'est permis qu'à travers ces solutions techniques, étant entendu que chacune de celles qui s'en inspire met en oeuvre ce modèle d'une manière et jusqu'à un point qui dépendent aussi de ses conditions particulières, de son passé, de ses perspectives... Les systèmes rencontrés dans la pratique présentent, comme on a eu l'occasion de le souligner à plusieurs reprises au chapitre II, de nombreuses adaptations à des spécificités individuelles, locales ou plus globales.

On a même évoqué le fait que la logique décrite ne trouve pas toujours les conditions de son plein déploiement. Elle ne peut alors s'exprimer que comme une tendance associée à d'autres au sein de ce qui apparaît plutôt comme une rationalité composite momentanée correspondant à des conditions particulières où à l'évolution d'un système d'un état vers un autre.

C'est pourquoi il faut se garder de donner à la notion de modèle technique un caractère trop rigide, et surtout de chercher à définir arbitrairement une référence précise et absolue, qui n'aurait qu'une signification ponctuelle par rapport à une réalité sans cesse en mouvement. Néanmoins elle recouvre une cohérence certaine par rapport à un noyau de conditions dont le contenu doit être précisé dans chaque cas.

C'est dans cette mesure et sous ces réserves qu'elle peut être utile au plan méthodologique pour contribuer au repérage des formes de production. Par leur caractère concret les modèles techniques sont en effet de nature à présenter des éléments qui rendent leur appréhension relativement aisée dans la pratique.

Cette question soulève certes un autre problème, souvent débattu sur le plan théorique : n'est-il pas illusoire de vouloir rompre le continuum que constitue toute population d'exploitations agricoles et d'y établir des limites arbitrairement définies auxquelles la réalité échappe toujours peu ou prou ?

Mais le fait se retrancher trop systématiquement derrière une telle attitude ne revient-il pas aussi à refuser d'engager l'analyse des forces qui agissent sur ces exploitations et des conditions qui leur permettent de réagir de manière différentes ? La notion de modèle technique, qui met justement en évidence l'une des bases les plus concrètes de ces réponses différenciées, ne constitue-t-elle pas un des outils les plus commodes pour le faire ?... Etant entendu bien sûr -et il ne faut pas le perdre de vue- qu'une partie au moins des exploitations ne réagit pas de manière univoque dans la mesure où elles se trouvent prises dans des conditions complexes, composites ou évolutives, et qu'elles peuvent être conduites de ce fait à mettre en oeuvre des stratégies plus difficiles à caractériser.

Enfin, ce qu'on peut observer au niveau technique tend à se renforcer à d'autres niveaux, donnant ainsi une nouvelle dimension à cette notion, comme on va le voir maintenant.

3.3 - Les "systèmes sociaux de production"

L'existence des formes d'élevage présentées ici ne repose pas seulement, on l'a dit, sur la mise en oeuvre de logiques techniques leur permettant de tirer parti d'un certain type de ressources, mais aussi - et corrélativement- sur des éléments qui leur sont extérieurs et qui paraissent également nécessaires à leur fonctionnement.

Tout d'abord, rappelons-le, elles font appel, à l'amont comme à l'aval, à des circuits d'échange dont les caractères sont en correspondance assez étroite avec les leurs. Elles ont des manières particulières d'accéder aux types d'information dont elles ont besoin (marché, ressources,...), voire de les conserver ou de les transmettre (connaissance du milieu, savoirs techniques...). Elles s'intègrent à des secteurs socio-culturels dont l'existence paraît constituer une condition essentielle de leur maintien et de leur identité (2.2.5).

L'ensemble constitué par de tels circuits et secteurs sert, peut-on dire, à la fois d'écran protecteur et d'intermédiaire qui permettent à ces formes sociales de s'articuler au système global. Elles les partagent avec d'autres formes d'exploitation -vieux paysans sans succession, exploitants peu modernisés, éleveurs pluri-actifs,...- qui présentent d'autres comportements mais qui font appel au même environnement de préférence à celui, très différent et qui souvent les exclut, des agriculteurs modernistes.

On voit ainsi apparaître un assemblage plus ou moins cohérent d'éléments sociaux de natures diverses -exploitations, intermédiaires, circuits, lieux de rencontre,...- qui fonctionnent ensemble et relativement à part d'éléments homologues attachés à d'autres assemblages présentant eux-mêmes des caractéristiques et des fonctionnements distincts

(secteur modernisé, secteur "biologique"...). Ces "condensations", là aussi, ne sont pas absolument délimitées : elles n'excluent pas, en particulier, des points de contact entre "condensations" voisines, voire même des segments communs, qui peuvent alors constituer des terrains d'affrontement où s'expriment différences d'attitude et conflits d'intérêt. On peut évoquer à ce sujet l'exemple bien connu des petits et gros apporteurs ou clients au sein des coopératives agricoles.

La réalité et le caractère fonctionnel de ces entités apparaissent en particulier dans le fait qu'elles maîtrisent les voies de leur reproduction, préservant par là même l'un des moyens essentiels de leur autonomie et de leur pérennité. Ainsi les formes de production étudiées ici possèdent, on l'a vu, leur propre réseau interne -familial et local- de transmission des connaissances et des savoir-faire utilisés. Elles n'ont besoin dans ce domaine d'aucune intervention extérieure.

Pour assurer la même fonction le système dominant a mis en place une vaste construction institutionnelle, spécialisée et complexe, coûteuse mais efficace, chargée de créer, transmettre et perfectionner la technologie qui est la sienne (1).

(1) L'extension d'une telle construction aux dépens des modes de transmission des formes de production antérieures est un des moyens qui lui a permis de supplanter la plupart d'entre elles, ce qu'on attribue souvent à sa seule supériorité technique. C'est aussi par cette sorte "d'artifice" qu'il apparaît comme indissolublement lié au système dominant et à la réalisation historique des projets de celui-ci sur le secteur agricole.

Enfin il faut noter que de tels assemblages manifestent toujours une dimension idéologique plus ou moins affirmée dans la mesure où ils expriment aussi, à un niveau plus général, une certaine conception de l'organisation de la société. Cette dimension est indispensable à leur existence dans le monde d'aujourd'hui, où tous les terrains sont des lieux d'affirmation et de défense des formes sociales. Et en même temps ils constituent, pour les idées correspondantes, le support et la condition de leur inscription directe dans la réalité matérielle et sociale, c'est-à-dire en définitive, dans une large mesure, de leur existence.

Certains même expriment toute une culture et sont l'aboutissement d'une longue histoire. C'est vrai du cas considéré ici, qui incarne une partie de ce qui reste de la vieille société paysanne laminée par le développement des formes modernes de production. Les clivages syndicaux trouvent là pour l'essentiel leur origine : le MODEF, les Paysans-Travailleurs et la FNSEA-CNJA traduisent respectivement le refus d'un certain type de modernisation, sa critique et son acceptation. Et ce sont en gros les mêmes différences qui se manifestent de manière plus complexe à travers les diverses expressions politiques dans lesquelles la paysannerie se reconnaît localement ou régionalement.

Ces assemblages peuvent donc être considérés comme des secteurs sociaux élémentaires présentant une cohésion, une autonomie relative et s'articulant de diverses façons au système social global. L'expression "système social de production" correspond assez bien à de telles caractéristiques dans la mesure où ces entités constituent, à un échelon macro-social, des éléments de nature assez comparable à celle des systèmes élémentaires de production au niveau micro-social, et où leur organisation se structure autour d'activités aboutissant à fournir à leur périphérie des produits destinés à des échanges (1).

Quel est alors l'intérêt d'introduire cette notion ?

Elle permet tout d'abord de faire apparaître très explicitement des entités qui autrement ne se manifestent que de manière tout à fait indirecte, négative et non maîtrisée, dans les attitudes des instances intervenant au sein du monde agricole : celles-ci y distinguent simplement le secteur "moderne" et son extérieur le secteur "traditionnel", sorte d'obscur fourre-tout. Elle peut donc contribuer à objectiver quelque peu des réalités apparues jusqu'à présent en creux, à travers les lunettes sélectives des différentes instances sociales.

Au-delà, la présence des formations que constituent chacun de ces SSP renvoie aux grands clivages socio-économiques et culturels qui tendent à structurer de plus en plus aujourd'hui une société française à peu près débarassée maintenant de son ancienne et massive composante rurale, et en proie aux fermentations de la crise (2). Pour ne prendre que ceux-là, il est assez clair que les SSP qu'on peut qualifier en première approximation de "moderniste" et "d'écologiste" s'intègrent de manière très directe à

 Note (1) p. 77 : L'expression a déjà été utilisée (BLANC, ALLAIRE, 1979) pour évoquer une notion voisine mais plus construite, moins concrètement saisissable : elle correspondait assez clairement à l'idée de filière alors qu'elle est ici indépendante des activités réalisées et recouvre plus explicitement un système effectif de relations.

(2) On rejoint là d'importantes préoccupations actuelles concernant cette situation, avec les interrogations sur "l'autre économie", sa place et la signification qu'il convient de lui accorder dans le fonctionnement de notre système économique (cf notamment Futuribles n° 43 janvier 1981).

leurs correspondants citoyens. La situation est moins nette pour celui qu'on est tenté de désigner sous le terme de "paysan", mais on a évoqué à cet égard les effets de sa position non dominante.

Ce faisant cette notion aide à baliser et à saisir les nouvelles ruptures et solidarités autour desquels notre société s'organise en rompant avec les anciens particularismes sociologiques.

Au sein du monde rural lui même elle permet de ne pas en rester au simple fait de distinguer diverses formes de production : elle aide à repérer des clivages et à souligner des rapprochements, mettant en évidence ce qui apparaît comme l'un des facteurs essentiels de segmentation de ce secteur de la société. Elle offre alors notamment le moyen de relativiser les résultats des typologies fondées sur des critères plus sectoriels, économiques en particulier, et invite le cas échéant à en revoir l'interprétation.

Ainsi lorsqu'on touche à l'un des éléments d'un tel SSP, c'est lui tout entier qui est en cause : c'est dans ce cadre, et non pas seulement au niveau de l'exploitation agricole ou de la petite région, qu'il faut raisonner, aussi bien pour établir des programmes de recherche agronomique ou de diffusion technique, que pour envisager des mesures de politique agricole ou tout autre forme d'intervention.

Cette notion a enfin l'avantage de mettre l'accent sur le fait que l'exploitation agricole n'existe pas seule et que son fonctionnement implique la présence, dans son environnement, de structures sociales adaptées à ses propres caractères. Elle va dans le sens de conceptions qui en viennent de plus en plus à considérer l'exploitation non pas comme une simple cellule productrice répondant pour l'essentiel à des incitations techniques et

économiques, mais plus largement comme une cellule sociale multidéterminée, soumise à des conditions culturelles, idéologiques, historiques, et faisant partie d'ensembles structurés qui redoublent et entretiennent l'importance de ces aspects. (cf notamment LACOMBE, 1981).

PERSPECTIVES POUR LA DIVERSITE SOCIALE A LA CAMPAGNE

Rien n'oblige évidemment ici à aborder la question de l'avenir des formes de production différentes évoquées tout au long de ce texte. Mais rien n'interdit non plus de le faire, surtout si l'idée qui tend à se dégager à ce sujet illustre une fois de plus l'intérêt de la prise en compte des facteurs techniques comme condition -parmi d'autres- et comme indice des changements sociaux. Simplement il est clair qu'on va s'y livrer dans un registre différent : celui de la prospective libre.

C'est ainsi qu'on va schématiser grossièrement la mutation de l'agriculture française depuis 30 ans de la manière suivante. Entre l'après guerre et le début des années 70, l'évolution jusque là assez lente des campagnes françaises a été soumise au grand chambardement initié et animé de l'extérieur sous le mot d'ordre : "moderniser l'agriculture". Concrètement ceci s'est traduit par la mise en place des conditions favorisant l'émergence puis l'affirmation de ce qu'on appelle couramment le "modèle dominant". Cette tâche qui exigeait des efforts considérables dans tous les domaines -recherche, organisation institutionnelle, économique, financière, développement industriel périphérique, gestion de l'exode rural, politique agricole, réponses syndicales ou politiques, etc.- a suffi à occuper pendant des années toute l'attention des parties concernées.

Certaines des conséquences qui en résultaient n'ont pendant longtemps suscité de réaction nulle part et se sont développés à peu près librement : c'est le cas de la profonde restructuration des capacités

productives agricoles du territoire, avec des ressources très sollicitées d'un côté, et plus ou moins démobolisées de l'autre. Une partie de notre potentiel productif échappait ainsi aux forces dominantes, mobilisées par le développement exclusif de leur sphère de contrôle.

Mais cet abandon n'était pas total dans la mesure où une bonne partie du champ de ressources ainsi dégagées permettait au moins à des formes de production différentes de s'adapter, de se maintenir, ou même d'apparaître et de se développer en faisant preuve d'une assez grande autonomie.

Il n'était pas non plus définitif, du moins peut-on le penser aujourd'hui. Au cours des années 70, la situation ainsi créée et ses conséquences ont en effet commencé à être appréciées négativement dans des secteurs de plus en plus larges de la société, y compris dominants. Cette nouvelle perception a généralement été considérée comme un effet de la crise. En fait, on peut se demander si le rapport de causalité ainsi proposé n'est pas quelque peu surévalué et si le phénomène principal ne réside pas dans le fait que, la phase essentielle de mise en place du modèle dominant étant à peu près réalisée, on pouvait aborder une seconde étape : celle consistant à reprendre le contrôle des ressources secondaires qu'il avait fallu un moment abandonner.

Du fait notamment du changement des conditions historiques, qui commence déjà à nous être sensible, il y a peu de raisons de penser que le contrôle qu'on cherchera dans l'avenir à établir de nouveau sur elles sera de même nature que celui auquel est soumis le secteur actuellement modernisé, à travers des modèles techniques et des formes de production qui réalisent au mieux l'intégration de la production agricole à l'économie globale. Les techniques permettant au système dominant d'utiliser directement

les ressources restées jusqu'à présent "libres" n'existent pas encore mais on y travaille et on sait déjà dans quels domaines elles ont des chances d'apparaître (cf plus haut).

En attendant que ce réinvestissement direct soit possible de manière sensible -ce qui risque de prendre quand même du temps- d'autres moyens sont progressivement mis sur pied pour contrôler ces ressources, au moins de manière indirecte mais plus effective que par le passé. Une meilleure connaissance des secteurs délaissés, qui a longtemps fait défaut, est doré et déjà en cours d'établissement. Elle permettra de plus en plus de faire un choix, à la fois des formes de production existantes que l'on a le plus avantage à s'attacher, et des meilleurs moyens de le faire : réglementations, aides sélectives, etc.

C'est notamment la politique de la montagne qui est ici en jeu. Outre les critiques qui lui sont généralement adressées, son orientation actuelle ne revient-elle pas aussi à reconnaître progressivement certaines formes de production tandis que d'autres continuent à être exclues ?

On peut donc en conclure que si la diversité des techniques disponibles à toutes chances de s'accroître dans l'avenir, notamment du fait du développement des connaissances, il faut s'attendre à ce qu'en même temps cette diversité ne se développe pas de manière libre mais au contraire sélective, sous le contrôle et selon les intérêts d'un système social dont les conceptions dominantes restent largement homogénéisantes même si l'on envisage sa diversification interne dans diverses directions (cf notamment la nouvelle faveur du secteur coopératif) (1). Les secteurs différents paraissent de moins en moins pouvoir y échapper.

(1) et même si on a aujourd'hui l'impression du contraire du fait de la redécouverte de SSP autrefois largement ignorés ou dédaignés.

Dans cette situation la perspective des formes de production étudiées ici apparaît assez clairement. On a insisté sur l'étendue de leur autonomie actuelle et sur la solidité momentanée de ses bases. Mais on a dit aussi que leur logique même découlait de la précarité de l'accès aux ressources mobilisées. C'est un fait que l'emprise qu'elles exercent sur ces ressources est par nature très légère. Il faut voir là la source de leur vulnérabilité future : ces ressources leur échapperont facilement dès que le système dominant aura trouvé le moyen et l'intérêt d'en reprendre le contrôle.

BIBLIOGRAPHIE

I - Principaux travaux utilisés pour la présentation faite au chapitre II.

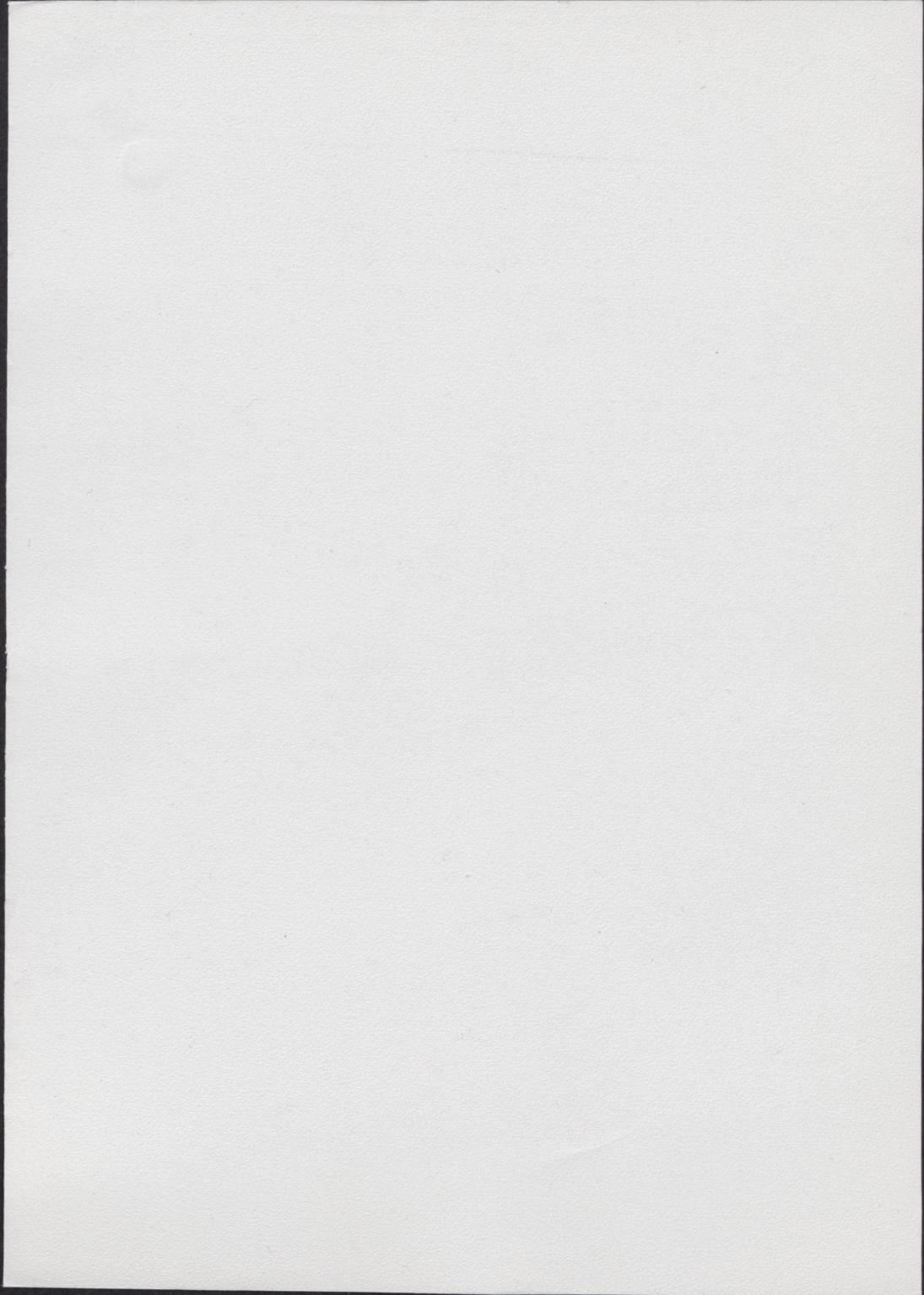
- CAMUS (D) - Les systèmes de production agricoles dans une région à basse densité de population : le Mont Lozère et le Bougès Nord. Mémoire de fin d'études. ENSA Montpellier, 1977 ; 127 p. + annexes.
- DECHESNE (C), GABERT (J) - L'élevage ovin dans les garrigues du Montpelliérais : évolution et situation actuelle. Mémoire de fin d'études ENSA Montpellier. 1977 ; 153 p. + annexes.
- Groupe de recherches SEI-Castagniccia (INRA). Notamment : pratiques d'élevage en Castagniccia. Exploitation du milieu naturel et social en Corse. Etudes rurales n° 71-72, 1978.
- MARTINAND (P) MILLO (A) - Différenciation du territoire des exploitations ovines dans les Préalpes du Sud en fonction de l'utilisation pastorale, in : Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens. Actes des 10e journées du Grenier de Theix. INRA-CRZV Theix 63110 Beaumont 1979 ; pp. 397-407.
- PERNET (F), LENCLUD (G) - Notamment : berger en Corse : Essai sur la question pastorale. P.U.G. 1977.
- THEPOT (N) - Influence des processus socio-démographiques sur le système agraire dans la région des Préalpes de Digne. CTGREF Antenne Montpellier et Fédération des producteurs ovins des Alpes de Haute-Provence, 1977.

II - Autre documentation bibliographique principale

- AREA (Atelier de recherche et d'études d'aménagement). Agriculture : l'innovation périphérique. Rapport de synthèse rédigé par J.M. ROUX pour le SESAME et la DATAR. Paris 1979 ; 126 p.
- BLANCHEMAIN (A), NEDONSEL (Y) - Etude socio-économique de l'élevage ovin transhumant des Bouches du Rhône. Introduction historique. BTI n° 327 1978.
- BLANC (M) - Les paysanneries françaises. J.P. Delarge-ed. Paris 1979 ; 200 p.
- BLANC (M) et ALLAIRE (G) - Types d'exploitations et couches sociales dans l'agriculture. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Tome 50 fasc. 2 ; 1979.
- BOISSEAU (P.) - L'effacement rural : jalons d'une crise. Arrière pays-ed. Montpellier 1977.
- BOUTONNET (J.P) - L'élevage ovin de la zone méditerranéenne française : influence des rapports au foncier et des marchés. Evolution historique et situation actuelle. INRA-ESR Montpellier 1981 ; 46 p.
- BOUTONNET (J.P), MARTINAND (P) - Intensification de la production et marché mondial de la viande ovine. Contradictions propres à la France. INRA-ESR Montpellier 1979.
- BRIDIER(B), PAILLARD (D) - Les modalités de diffusion de l'innovation technique. L'exemple de la Salvetat sur Agout (Hérault). Mémoire de fin d'études ENSA Montpellier 1976.
- BROCARD (J) - L'aménagement du territoire en montagne. Pour que la montagne vive. Rapport au Gouvernement. La documentation française 1975.
- BRUN (A) - Propriété foncière et exploitation agricole. Contradictions et conflits. Deuxième congrès européen des Economistes agricoles. Dijon 1978.

- BRUN (A), CHASSANY (J.P), PETIT (F), OSTY (P.L) - Le Causse Méjan. INRA 1978. 4 fascicules.
- BRUN (A), LACOMBE (Ph), LAURENT (C) - Les agriculteurs à temps partiel en France. Bulletin d'information du département d'Economie et Sociologie Rurales n° 2. INRA - Avril 1976.
- CEMAGREF - Fils d'agriculteurs et nouveaux paysans montagnards. Note n° 172. INERM Grenoble. Mai 1981.
- CHASSAGNE (M.E) - Agriculture : l'innovation périphérique. Paris, Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique 1979.
- Commission des Communautés Européennes, Direction de la recherche agronomique. Quelques aspects socio-économiques de l'utilisation des sols (Actes du séminaire de Bayreuth d'octobre 1979). Bruxelles 1980. 300 p. (en anglais).
- DELORD (B) - Mobilité et différenciation de la population agricole en Languedoc. INRA-ESR Montpellier 1978 ; 25 p.
- DESSAU (J), LEPAPE (Y) - L'agriculture biologique. Critique technologique et système social. IREP Grenoble 1975.
- FLEURY (A), MOLLARD (A) - Agriculture, système social et environnement. IREP CNEEJA Grenoble. 1976.
- Futuribles n° 43. janvier 1981.
- INRA - L'INRA et la montagne. Tomes 1 et 2. INRA Paris 1981 ; 100 et 300 p.
- INRA - Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et parcours méditerranéens. 10e journées du Grenier de Theix. CRZV Theix 63110 Beaumont 1979 ; 565 p.
- LACOMBE (Ph.) - La modernisation agricole : situation et perspectives. Evolution agricole n° 88, 1979.

- LACOMBE (Ph.) - Place de la pluriactivité des agriculteurs dans la dynamique des structures agraires en France. INRA-ESR Montpellier 1981. 42 p.
- LIFRAN (R) - Couches sociales et crise viticole en Languedoc. INRA-ESR Montpellier 1981 ; 11 p.
- LIFRAN (R) - Mythes scientifiques sur la terre et les paysans. INRA-ESR Montpellier 1981.
- MALLET (M) - Agriculture et tourisme dans un milieu haut alpin : un exemple briançonnais. Etudes rurales n° 71-72, 1978.
- PERNET (F) - Parmi toutes les conséquences de la crise en agriculture : le développement des stratégies de résistance paysanne In "agricultures en question". Cahiers du CNEEJA n° 2 Grenoble ; Octobre 1980.
- RAMBAUD (P) - Gestion des exploitations et développement agricole : analyse de langages économiques. Centre de sociologie rurale. CORDES 1976.
- Revue "Economie et Montagne".
- ROCLAND (C) - Essai d'évaluation économique de modèles techniques caractérisant certaines exploitations du Larzac. Mémoire de fin d'études ENSA Montpellier 1978.
- VISSAC (B), FLAMANT (J.C) - Contributions de la recherche au développement de l'élevage ovin. Recherches en friche. Toulouse, 1979.





ISBN -

2-85340-419-6